

Ni bonze, ni laïc

CHAPITRE 3 - 2

CHAPITRE 3 [\[1\]](#) : [2]

L'invention politique du principe d'irresponsabilité, de la pénalisation intensive de la misère et les régimes de responsabilité spécifiques ou "le droit se retourne contre le droit" (parole Naxalite)

"Le deuxième club ou groupe de pression industriel favorable aux OGM et à la dictature commerciale des entreprises par la conquête des Brevets et des Droits de Propriété Intellectuelle (DPI), écrit Vandana Shiva, est le Keidanren (abréviation pour Keizai Dantai Rengô-kai), l'une des quatre organisations patronales japonaises (Keizai Doyukai, association japonaise des directeurs executives ; Nikkeiren, fédération japonaise des associations des employeurs et Chambre japonaise du Commerce et de l'Industrie).

Le Keidanren est l'une des composantes de l'**US-Japan Business Council** créé dans les années 1968 et regroupe près de 90 présidents executives des plus puissantes multinationales nord-américaines et japonaises. Le patron de l'aile japonaise de ce conseil est **Minoru "Ben" Makihara**, président de Mistubishi (successeur de Yotaro "Tony" Kobayashi, co-président de Fuji Xerox et d'Akito Morita, président de Sony).

"L'UNICE, troisième groupe mondial de pression sur les DPI OGM, les DPI de la microbiologie industrielle, les DPI de la chimie agricole transnationale et les règles institutionnelles **TRIPs** de l'OMC, concerne l'Union des Industries et Confédérations d'Employés de l'Europe, considérée comme porte-parole officiel du monde des affaires en Europe".

Ces groupes ont travaillé à l'introduction de la protection de la Propriété Intellectuelle (DPI) au sein du GATT, clef des monopoles sur le grain et la production des semences, clef, depuis la levée des barrières douanières indiennes, du drame alimentaire en Inde et dans le monde pauvre.

"James Enyart, l'un des dirigeants internationaux de Monsanto, dit Vandana Shiva, raconte dans l'un de ses travaux : "Il n'y avait pas d'association susceptible de relever le défi : il a fallu en créer une... A peine formé, la première tâche de l'IPC (Intellectual Property Committee, US) a été de prêcher la bonne parole, non plus aux Etats-Unis, comme au début, mais en Europe et au Japon.

"Il a fallu convaincre qu'on obtiendrait un code... Ce n'était pas facile, mais notre "trilatérale" a fini par distiller les principes essentiels de la protection de la propriété intellectuelle sous toutes ses formes, à partir de la législation des pays les plus avancés... Après avoir vendu ces concepts chez nous, nous sommes allés à Genève présenter le document au secrétariat du GATT. Nous en avons aussi profité pour le présenter aux représentants à Genève d'un grand nombre de pays... Je vous décris là une première au sein du GATT. L'industrie repère un problème grave du commerce

international. Elle imagine une solution, en tire une proposition concrète, et la vend aux divers gouvernements... Les industries et les acteurs du commerce mondial jouent tour à tour le rôle du patient, du médecin qui porte un diagnostic, et du prescripteur." (Vandana Shiva)

"C'est bien en usurpant ainsi les fonctions des partenaires sociaux, écrira encore Vandana Shiva, que les firmes ont vidé les accords sur les Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) de tout souci éthique, écologique et social (obstruant la chaîne écologique des responsabilités économiques, à l'image de l'ingénierie génétique obstruant l'agriculture biologique).

"Cet accord n'a pas été négocié entre le grand public et le commerce international, ni entre les pays industriels et le tiers-monde. Il a imposé la défense des intérêts et des valeurs des firmes aux cultures et aux sociétés du monde entier.

"La vie est traitée comme une marchandise, selon l'Article 27.5.3 (b) de l'accord du GATT sur les Droits de Propriété Intellectuelle : "les parties pourront exclure de la brevetabilité les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes, et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux et d'animaux, autres que les procédés non biologiques et microbiologiques. Toutefois les parties prévoiront la protection des variétés végétales par des brevets, par un système sui generis efficace, ou par une combinaison des deux moyens. La présente disposition sera réexaminée quatre ans après l'entrée en vigueur de l'accord instaurant l'OMC"

"On croirait à première vue que les pays signataires ont encore le droit de refuser de breveter les êtres vivants, du moins ceux visibles à l'oeil nu. Pourtant la formulation de cette loi, conteste Vandana Shiva, ne permet pas d'écarter les brevets sur les parties d'animaux ou de plantes, ni sur les altérations qu'ils auraient subies. Ainsi tout animal ou plante ayant subi une modification (si minime soit-elle) peut être breveté.

"Quant aux micro-organismes, ce sont des organismes et le texte les rend brevetables "à la carte".

"L'accord pousse les pays sur la "pente savoneuse" des brevets sur la Vie!

Encouragées par la jurisprudence et le Patent Office des Etats-Unis, les multinationales américaines telles que Pfizer, Bristol Myers ou Merck, sont détentrices de centaines de brevets relatifs à des organismes vivants, déposés auprès de l'American Type Culture Collection (ATCC) à Rockville dans le Maryland, où se trouvent plus de 60 000 produits brevetés ou en attente de l'être. Levures, algues, bactéries et virus, susceptibles d'être vendus un jour font partie de cette collection.

"Ainsi, le brevet n° 4 925 663, propriété de l'université de Floride, concerne un champignon microscopique brésilien destructeur de la fourmi "fire ant", qui cause des milliards de dollars de dégâts dans les cultures aux Etats-Unies. Nombre d'échantillons des collections ATCC consistent en tissus ou lignées cellulaires prélevés sur des êtres humains ou sur des cadavres. On y trouve ainsi, sous le n° de brevet mondial WO 9 208 784 le "virus humain tylymphotropique de type 2 des indiens Guyami du Panama". La demande de brevet émane du ministère américain du commerce, par ailleurs négociateur du GATT, où il tente d'obtenir l'acquiescement mondial aux brevets sur les formes de la vie... Une bibliothèque des morceaux de corps... humains..." ("La satyagraha" ou "Le combat pour la vérité des graines, l'agriculture biologique, le plus grand mouvement de paix mondiale", Pr.Vandana Shiva, ABCD Presse News Letter, C.Célimène et G.Deffeyes, 1996-2002, internet)

Le droit se retourne contre le droit 7

Les théories sur les origines raciales des inégalités sociales et la pénalisation de la misère de Charles Murray et de Richard Herrnstein dispensées au Manhattan Institute (1984) et à l'Institute of Economic Affairs de Londres, paraîtront deux échos d'un chant soutenu entre 1933 et 1945 par plusieurs milliers d'entreprises américaines, latino-américaines, européennes et nazies (Report in Collection with the Proclaimed List of Certain Block Nationals, 16 juin 1943, NA Rg84 Foreign Service Posts of the Department of State, "IBM et l'holocauste", Edwin Black, 2001).

"Losing ground" et "The Bell Curve : Intelligence and Class Structure" (Murray, Herrnstein) feront le tour du monde en appui sur les réseaux de David et de Nelson Rockefeller.

Le premier écho théorique semble le prolongement évolutionniste de **Lewis Henry Morgan** (1818-1881) qui réduisait le développement humain à trois catégories : sauvagerie, barbarie et civilisation blanche.

Le second écho théorique défend le fondement racial de la mondialisation et, à un autre plan, répond à une ancienne catégorisation juridique nazie, à la race des seigneurs et à la race des sous-hommes d'**Alfred Rosenberg** (1893-1946), en germination dans le "mythe du XXème siècle" (1930). La police politique geheime staatspolizei (gestapo) mise au point par **Goering** (1934) utilisera ces catégories sociales et raciales de domination et plus encore le concept révolutionnaire de "race du peuplement" d'**Himmler** (1930) couplé au développement du recensement ethnique des populations par les machines **Hollerith** de **Dehomag** et les cartes perforées IBM.

Charles Murray écrira que plus un gouvernement aide la misère plus la misère se développe, que moins les dépenses en fonds sociaux et de solidarité sont, moins le piège de la misère pour les démunis est grand.

Richard Herrnstein, psychologue associé à Charles Murray, affirmera dans "The Bell Curve" que les différences sociales sont dûes à des différences intellectuelles et cognitives...

Cette idéologie politique produite par la psychologie juridique nazie conduira quarante cinq ans plus tôt **Philippe Bouhler** (9/1939), chef de la chancellerie personnelle du Führer, à mettre sur pied l'organisation administrative et médicale de l'euthanasie, **affaire d'Etat** et non plus théorique, pour les malades mentaux, les minorités, les infirmes, les malades atteints de maladies incurables et "tous ceux qui ont gravement trompé la confiance du public : opposants politiques, juifs, intellectuels, homosexuels, tziganes..."

Il y avait un monde entre les premières théories sur la supériorité raciale de **H.S. Chamberlain** (1855-1927) dont on disait qu'elles n'avaient aucune rigueur scientifique (qu'elles ne représentaient aucun danger tout comme celles, du reste, d'Alfred Rosenberg qui établissaient la race germanique au sommet de la hiérarchie des groupes humains) et le **code "T4"**, symbole de l'organisation de l'euthanasie installée au n° 4 de la Tiergartenstrasse de Berlin.... (voir les documents du Tribunal Militaire International, 17 décembre 1949, document PS-630-USA-342, sur le net)

Précisément : "le droit dans un contexte criminel ne garantit plus à tout le moins durant le crime, l'efficace protecteur des catégories, le but moral de l'organisation sociale".

Les néolibéraux affirment dans leur guerre pour le contrôle du marché mondial : "...en dessous d'un certain seuil de richesse le droit est sans efficace pour l'organisation sociale. Il faut donc, pour gouverner, être riche - maîtriser toutes les formes du commerce ou de la police, maîtriser le travail obligatoire et les dépendants des aides d'Etat"... options de la "Tolérance Zero" aujourd'hui largement répandues et mises en application par George W. Bush Jr., Tony Blair, Nicholas Sarkozy, Dominique Perben, David Rockefeller, Henry Kissinger ou encore Colin Powell.

Cette vue n'est pas nouvelle, elle a pour contre point historique de garantir une "répression zéro" aux coporate predators. Le **corporate crime** n'est pas ou peu pénalisé, en parallèle se multiplient les préoccupations politiques raciales et les propos ambigus sur la transnationalisation de la citoyenneté. Nous pouvons reconnaître cet aspect des choses dans l'une des lettres adressées par Thomas J. Watson, président d'IBM, au président Roosevelt le 5 juillet 1939 : "Il (Thomas J.Watson) se fit l'avocat d'une résolution qui aurait permis aux grands industriels de l'Axe et des pays alliés de supplanter leurs gouvernements pour négocier une politique internationale inédite, n'envisageant aucune conférence politique et soulignant le caractère non gouvernemental de la démarche" (Edwin Black dans "IBM et l'Holocauste").

Le regain de théories sur l'origine des inégalités sociales et, dans un même temps, sur l'intelligence et de l'archi-omnipotence des présidents de multinationales, des directeurs exécutifs, piliers de l'ordre normatif de la production mondiale et du monde, des conseillers internationaux quantificateurs et des armées d'administrateurs gigognes et polyvalents, paraît également lié non seulement aux critères de l'économie évolutionniste d'avant-guerre (qui donnera Bretton Woods et la biocarte ADN à l'embauche) mais également aux faiblesses évidentes du système judiciaire de "l'ère lourde" (hôte) confronté aux structures ultra-complexes et sur-hiérarchisées des transcontinentaux.

La violence du "coporate crime", du "crime évolué", résultant de la manipulation des lois, de la chaîne écologique des responsabilités et des contrats, est d'autant plus forte que la structure anthropologique ou sociologique des institutions administratives, judiciaires et politiques, est identique à celle du corporate predator.

Cette similitude conduirait le droit à se retourner contre lui même tout en discréditant le rôle de l'électeur, des gouvernants, de l'Etat, du système judiciaire et de l'arbitrage commercial... Nous retrouverons ici un processus similaire à celui de la vietnamisation de la guerre d'Huntington et de Robert Mac Namara au Sud Vietnam.... Ce que l'armée américaine, les fournisseurs de l'armée, l'administration, les hommes d'Etat et les financiers-contrôleurs des marchés mondiaux ne peuvent obtenir militairement (lourd, cher et impopulaire) le discrédit de la structure légale par le sujet légal appauvri, affamé puis endoctriné, le pourra.

En fait (et dans un contexte de corruption des administrations et de perméabilité criminelle des institutions) "chefs d'Etat et ministres peuvent avoir des faiblesses commettre des infractions pénales, peuvent-ils échapper, écrira Philippe Ardant (juriste), à la règle commune qui veut que chacun réponde de ses actes ?

"(...) S'il (le droit) admet une responsabilité pénale des gouvernants, il tient en même temps à les protéger contre des poursuites abusives de nature à compromettre l'exercice de la fonction. D'où des régimes de responsabilité spécifiques rendant difficile la mise en cause des dirigeants politiques par des procédures pénales. Ces régimes se sont révélés inadaptés ces dernières années à des hypothèses concrètes, d'où des débats et des réformes qui laissent souvent un sentiment d'insatisfaction" ("Responsabilité politique et pénale des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et des ministres" R.I.D.C, 2-2002)

Le gouvernement américain ordonnera en 1942 d'innombrables saisies et cessation d'opérations économiques dénonçant ainsi les liens entre chefs d'entreprises américaines, latino-américaines, à de nombreux financiers nazis (un article de Time Magazine du 20 janvier 1941 estimera entre 15 et 20 millions le nombre des sympathisants nazis aux Etats-Unis, Hitler y apparaîtra du reste comme "One of three great 20 th century leader"), tout en impliquant de hauts responsables politiques parfois actionnaires, administrateurs ou conseillers. La structure anthropologique et juridique du corporate crime d'avant guerre survivra bien à travers la substructure politique du monde institutionnel de Bretton Woods (1944) et à travers, nous l'aurons remarqué, l'organisation contemporaine du monde économique libéral.

Edwin Black :

"La liste noire des entreprises américaines ayant eu des relations avec l'Allemagne nazie était passée de 1800 durant l'été 1941 à 5000 à la mi-janvier 1942. Il s'agissait en l'occurrence de sociétés européennes ou latino-américaines accusées d'appartenir aux nazis ou d'entretenir des liens avec ces derniers, que leur sièges fût situé dans l'Europe nazie ou dans des pays neutres comme le Portugal, l'Espagne ou la Suisse. Certaines sociétés ne figuraient sur cette liste qu'en raison de leur sympathie notoire pour l'Axe.

"C'est ainsi que le 14 janvier 1942, cinq cadres supérieurs de la **General Aniline and Film Corporation**, le troisième plus grand fabricant américain de colorants, furent exclus de l'entreprise par le Département du Trésor. Ils étaient tous citoyens américains, mais de naissance allemande, et étaient soupçonnés depuis plusieurs années d'entretenir des relations étroites avec le conglomérat allemand **I.G. Farbenindustrie**. On soupçonnait I.G.Farben d'être secrètement propriétaire d'Aniline, ou de lui imposer ses décisions par l'intermédiaire de ces cinq américains d'origine allemande."

"Le 26 mars 1942, une commission du Congrès fustigea la Standard Oil, accusée de livrer à la marine allemande les procédés de fabrications du caoutchouc synthétique tout en refusant ces informations techniques aux armées américaine et britannique. Les enquêteurs dévoilèrent la correspondance de l'entreprise ainsi qu'un accord commercial antérieur à Pearl Harbor (7 dec. 1941) avec I.G.Farbenindustrie en vue de mettre au point un "modus vivendi susceptible de fonctionner pendant toute la durée de la guerre, que les Etats-Unis s'y engagent ou non". Le sénateur **Harry Truman**, qui dirigeait cette commission spéciale d'enquête, condamna publiquement la Standard Oil, parlant à ce sujet de "trahison" et de "scandale". Un procureur général adjoint américain déclara que cet arrangement aurait dû permettre de "poursuivre ce complot jusqu'à la fin de la guerre". Relatant l'affaire, le New York Times annonçait : "les hommes de la Standard Oil gardent le silence sur les accusations".

Edwin Black:

"Selon d'autres révélations la Standard Oil avait cherché à négocier avec des entreprises nazies en France occupée, à propos notamment, de la construction d'une raffinerie de carburant destiné à l'aviation... Chose curieuse aucune filiale d'**IBM** ne figurait sur cette liste noire. Il en allait de même de toutes les filiales américaines établies dans les pays occupés. Par un étrange raisonnement, alors même que les sociétés mères, comme IBM, ne pouvaient communiquer avec leurs filiales situées en territoire ennemi, ces dernières étaient tenues pour propriété américaine et devaient être protégées en tant que telles. Dans la mesure où IBM se contentait de louer son équipement, toutes les machines de la **Dehomag** (filiale allemande d'IBM), qu'elles aient été installées dans les bureaux SS à Dachau ou dans un cabinet d'assurance romain,

étaient considérées comme des biens américains à protéger.

"C'est ainsi que la Dehomag fut libre de poursuivre sa double vie d'entreprise américaine et d'instrument du nazisme, et de continuer paisiblement à faire des affaires avec I.G.Farben et Siemens, celles-là mêmes qui avait valu à d'autres sociétés américaines d'être critiquées ou poursuivies" (New York Times, 14 janvier 1942 "US Ousts Five Aniline Executives As "Personifying" Nazi Domination"; 15 janvier 1942 "1800 in Europe on New Blacklist ; Windsor's Swedish Friend On It", 27 mars 1942 "Standard Oil Gave Nazis Rubber Process"; 28 mars 1942 "Standard Oil Tried to Deal in France in '41"; 25 mai 1942 "Standard Oil's German Patents Demanded by Government Agency"; 16 juin 1942 "Report on Watson A.G." NA Rg 84 Foreign Service Posts Of The Department of State Bern, by Edwin Black)

Le 10 octobre 1942 : l'Union Banking Corporation (U.B.C) et la W.A.Harriman & Co. tomberont sous le coup de la Loi régissant le commerce avec l'ennemi (Trading With the Enemy Act de 1917). Tous leurs avoirs seront saisis et gelés. Parmi les actionnaires de la banque, non les plus importants, apparaîtront Prescott Bush, arrière grand-père de l'actuel président Georges W.Bush Jr., W. Averell Harriman (1891-1986), co-héritier de la mythique **Union Pacific Company**, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou de 1943 à 1946, nommé par le président Roosevelt (1882-1945), puis secrétaire au Commerce du président Harry S. Truman en 1946.

Le 26 octobre 1942 : le gouvernement américain saisira deux autres sociétés transnationales, la **Holland-America Trading Corporation** (société de commerce Hollando-Américaine) et la **Seamless Steel Equipement Corporation** (société d'équipement en acier continu). Le nom de Prescott Bush apparaîtra de nouveau enchevêtré dans un réseau d'affaires illégales impliquant l'industrie militaire mondiale de la chimie, du pétrole, de l'acier, du fer, de l'électricité, du charbon, du transport et de l'armement.

Le 11 novembre 1942 : Le gouvernement américain saisira également la **Silesian American Corporates**, supervisée par George Herbert Walker, beau père et employeur de Prescott Bush... Cette saisie dévoilera les opérations bancaires, les émissions d'actions illégales et les comptes fictifs d'un club de capitalistes de Wall Street (dont UBC, W.A. Harriman & co.), supports aux Etats-Unis des intérêts de la section chimie pharmaceutique d'**IG.Farben**, de la **Maison Bayer**, des usines **Behring**, des aciéries **Krupp** (industriel et cofinancier du parti nazi, 1907-1963) et **de Thyssen** (industriel et cofinancier du parti nazi, 1873-1951; Time Magazine publiera le 13 octobre 1941 un article sur le livre de Fritz Thyssen "I paid Hitler"). A peine une année séparera cette saisie historique de la déclaration commune de novembre 1943 de **Cordell Hull** (USA), **Anthony Eden** (GB) et **Vyacheslav Molotov** (Russie) "de conduire devant la justice les officiers et les civils membre du parti nazi responsables d'atrocités, de massacres et d'exécutions..."

Ces **corporate crimes** seront bien tardivement révélés aux historiens lors de l'ouverture des archives sur les saisies et les gardes des avoirs étrangers aux Etats-Unis, des dossiers dégelés par la loi américaine sur la liberté de l'information.

Toby Rogers écrira dans Clamor Magazin : "...pendant les années de vie publique de la famille Bush Sr., la presse américaine en fermant l'oeil sur les activités de l'Union Banking Corporation, fermera les yeux sur l'histoire de l'Amérique."

George Herbert Walker (beau père de Prescott Bush) multimillionnaire du Missouri, ancien champion de boxe poids-lourd, anti-catholique et antisémite, expert financier de l'Union Banking Corporation (associé à William Averell Harriman, fils du magnat du chemin de fer E. Ronald Harriman, dans la direction de la firme d'investissement W.A.

Harriman & Co), gère l'UBC qui apparaîtra après une minutieuse enquête du **département de la Justice**, propriété du milliardaire nazi Fritz Thyssen.

Charles Higham (New York Times), cité par l'**United States Holocaust Memorial Museum (2003)** :

"... si le gouvernement américain, avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, étouffe l'affaire (qui ne concernait pas la seule Union Banking Corporation mais également les réseaux européens de John D. Rockefeller et des milliers sociétés mondialisées comme Standard Oil, General Motors, The Chase Manhattan Bank, General Electric, DuPont, Ford, ITT...), se sera pour éviter qu'un nouveau scandale n'affecte le moral de la nation, ne divise le Congrès et ne rende impossible l'aide des industriels américains à l'effort de guerre (1942). Il était également craint des grèves dans les secteurs clefs de l'industrie de l'armement et du transport ainsi que des mutineries dans les services des armées."

Cette affaire entachera la crédibilité de Wall Street, 4000 milliardaires de New York à Washington, et plus encore celle des élus et des fonctionnaires du Trésor; de la Justice, du FBI, sur plus de vingt ans. Le département de la Justice établit, par exemple, que la Zapata Offshore Oil Company fondée en 1953 par Liedtke, Overby et Bush Sr. profite des opérations frauduleuses réalisées par Prescott Bush et George Herbert Walker, et restitue dans un même temps les avoirs gelés pour cause de collaboration avec l'ennemi en 1942 à Bush Sr. en 1952.

William Averell Harriman, ex-employeur de Bush au sein de W.A.Harriman & Co et d'UBC, bien qu'ayant échoué à deux reprises (1952-1956) à l'investiture du parti démocrate pour les présidentielles servira en toute impunité l'administration du président J.F. Kennedy. Il apparaîtra toutefois sur la scène publique américaine en 1963 en jouant un rôle considérable dans la défense de l'embargo sur les armes nucléaires, **Nuclear Test Ban Treaty**.

Cette affaire observée sous un autre angle dévoile un aspect ambiguë de la "neutralité bienveillante" du gouvernement américain tant à l'égard des capitalistes collabos US condamnés que des industriels nazis, "jugés et condamnés" à Nuremberg pour crimes de guerre. Cette "neutralité bienveillante" trahira les vues ultralibérales et militaristes (au nom de la lutte anti-communiste) que le capitalisme industriel américain cherchera à imposer à l'Europe à travers un long projet de zone de libre-échange transatlantique sécurisé par l'OTAN (comme il cherchera à le faire à travers les accords et les zones de libre-échange au Proche et au Moyen-Orient, en Amérique du sud et plus tard en Afrique du nord, en Russie, en Europe centrale et du sud, en Asie centrale, en Amérique centrale, au Canada en appui sur une politique anti-terroriste mondiale) sur la base historique des accords de **Bretton Woods** (1944) et des organisations internationales comme la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International, le GATT, l'OCDE et l'OMC.

Henry L. Stimson (1867-1950), secrétaire à la Guerre du **Président Taft** (1911-12), secrétaire d'Etat du **président Hoover** (1929-33), secrétaire d'Etat à la Guerre du **président Roosevelt** en décembre 1941, haut responsable de l'organisation militaire de l'économie industrielle des Etats-Unis et partisan en 1944 de la préservation des intérêts américains en Europe (l'on retrouvera ici la critique de la protection des filiales US en territoires occupés d'Edwin Black) par la non destruction de l'Allemagne, cooptera à ses côtés et en tant que sous-secrétaire à la Guerre, le célèbre avocat d'affaire de Wall Street, **John Jay MacCloy** (1895-1989), choix éminemment significatif. Ce dernier aura à charge, du reste, la politique économique de Guerre du **Lend-Lease Act** (avantages financiers, industriels, douaniers, fiscaux et structurels réservés aux alliés) et la politique d'internement de 120 000 prisonniers américains d'origine japonaise sur le territoire

américain (recensement et fichage IBM).

Lors de correspondances échangées avec Alen Kubowitzki, représentant du **Congrès Juif Mondial** (août et décembre 1944), John Jay MacCloy en charge en juin 1944 de l'OPD, **Division Operation du Departement de la Guerre**, branche du département chargé des projets stratégiques et de la direction des opérations militaires, refusera d'admettre la véracité du **rapport Vrba-Wetzler** (mai 1944) et s'opposera à toute action directe contre les camps nazis.

Rudolf Vrba et **Alfred Wetzler**, deux évadés juifs hongrois, réussiront le 10 avril 1944 à s'enfuir d'Aushwitz et, pour la première fois, témoigneront auprès d'instances officielles de l'horreur des chambres à gaz. Ils espéreront depuis le front de la résistance obtenir un bombardement américain, à tout le moins, des opérations de sabotages des lignes de chemins de fer qui conduisaient aux camps depuis la Hongrie ainsi que le sabotage des installations proprement dites. En vain... (lire "L'abandon des juifs"... 2000 personnes en trois minutes, les américains et la solution finale, 1941-1945" de David S. Wyman, université du Massachussets, Flammarion ,1987).

Notons qu'entre 1947 et 1949, John Jay McCloy sera président de la Banque Mondiale. En février 1951, nommé Haut Commissaire américain en Allemagne en remplacement du gouverneur militaire Lucius Clay (1896-1978, ancien délégué à la conférence de Bretton Woods en 1944, puis Chief Executive Officer de la multinationale Continental Can and Lehman Brother à son retour d'Allemagne en 1951), John Jay McCloy ordonnera la libération des criminels de guerre SS, Alfred Krupp et Friedrich Flick.

Earl J. Carroll, avocat américain d'Alfred Krupp, fera libérer son client en faisant pression sur John Jay McCloy, alors Haut Commissaire en Allemagne, et s'engagera à faire restituer l'intégralité de sa fortune. Earl J. Carroll estimera le montant de ses honoraires, pour la période d'activité comprise entre 1946 et 1951, à 5% de tout ce qu'il pourrait restituer à Alfred Krupp. Earl J. Carroll recevra au total la modique somme de 25 millions de dollars (The National Archives Learning Curve, www.spartacus.schoolnet).

A son retour d'Allemagne John Jay McCloy quittera les affaires publiques et, entre 1953 et 1960, dirigera The Chase Manhattan Bank, fief du clan Rockefeller.

En 1955, quatre années après sa libération, Frederich Flick règnera sur un empire de 100 compagnies intouchables. Le chiffre d'affaire annuel du consortium sera estimé à 2 milliards de dollars. Flick sera considéré par la presse américaine comme le détenteur de la cinquième fortune mondiale.

En 1916, le milliardaire allemand August Thyssen sait que la "Grande Guerre" est en train de tourner en la défaveur de l'Allemagne, épuisant les ressources et l'économie du pays. Thyssen emploie alors 50 000 personnes pour produire 1 000 000 de tonnes d'acier militaire...

ThyssenKrupp est présidé aujourd'hui par Ekkehard Schulz, administrateur de Salomon Smith Barney International et par Gerhard Cromme, administrateur de Suez, de Thomson de CSF, d'Allianz, membre du conseil de Volkswagen, coadministré par Friedel Neuber, administrateur de Bank of Austria, d'Axa et par Mohamad-Mehdi Navab-Motlagh, vice-ministre des affaires économiques et internationales du Ministère de l'Industrie et des Mines de la République d'Iran. La République islamique d'Iran est aujourd'hui actionnaire de ThyssenKrupp.

Le chiffre d'affaire de ThyssenKrupp est estimé à 38 milliards d'Euros. Soit, selon les données publiées par la Banque Mondiale à l'occasion de l'IBC, International

Business Council, émanation du World Economic Forum (WEF), réuni à Genève en août 2003 en présence de 40 multinationales, deux fois le PNB de l'Uruguay. Thyssen Krupp emploi aujourd'hui 193 316 salariés.

Toutefois en appui sur sa fortune de guerre estimée à 100 millions de dollars, August Thyssen n'hésitera pas à poursuivre avant et après la défaite de l'Allemagne en 1918, sa guerre des placements financiers clandestins en Europe et de très nombreuses offensives actionnariales (acier, transport et pétrole) outre atlantique, non sans complicité administrative et politique.

L'histoire allemande retiendra pour sa part une version nationale de la fin de la guerre : "la capitulation, l'humiliation du traité de Versailles, la dette, l'explosion de la misère sociale, le succès de la Ligue socialiste spartakiste..."

Le 10 novembre 1918, les socialistes s'empareront en effet de Berlin. Heinrich Thyssen, frère de Fritz Thyssen quittera clandestinement l'Allemagne pour la Hongrie et changera de nationalité en épousant une baronne hongroise, Margrit Bornemisza de Kaszon. Hienrich Thyssen deviendra, pour mieux passer les frontières, baron Thyssen Bornemisza de Kaszon.

Le 7 décembre 1918, les membres de la Ligue Spartakiste (mouvement anti-militariste, anti-guerre, ouvrier et marxiste révolutionnaire, fondé par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht) saisiront August et Fritz Thyssen "horriifiés par les simulacres d'exécution destinés à les terroriser, horriifiés par le nouveau climat politique de l'Allemagne"...

1918 sera, sous un autre angle, une année sans frontière pour les consortiums Royal Dutch et Shell, unis depuis 1903 dans l'exploitation du pétrole indonésien. Ils exploiteront le pétrole roumain (1906) sous le nom de British Dutch, puis russe (1910), égyptien (1911), vénézuélien (1913), puis celui de Trinidad (1914). British Dutch achètera la pétrolière Mexican Eagle en 1918.

En 1918 les japonais débarquent à Vladivostok, le Viêt-nam se prépare au pillage français des ressources minières (plomb, charbon, étain, wolfram), au rush de Michelin sur le caoutchouc, à la "saignée des villages", à la mobilisation forcée de 50 000 "combattants français" et de 49 000 "ouvriers volontaires" pour la première guerre de 1914 à 1917... La Banque d'Indochine doublera son capital en 1919.

Standard Oil Company of New York (Socony) de J.D. Rockefeller achètera à cette époque 45% des parts de Magnolia Pétroleum, l'Allemagne a besoin de pétrole. En 1920 les Etats-Unis représentent 67% de la production mondiale de pétrole. Socony (Standard Oil Company of New York) deviendra Socony Mobil Oil Company (Mobil) en 1955.

Standard Oil of New Jersey, Jersey, (monstre né en 1882) deviendra l'hydre Exxon en 1972, année du Watergate et année de la nationalisation du pétrole irakien par Saddam Hussein. Cette nationalisation poussera l'**Arabie Saoudite, Abou Dhabi, Koweit et Qatar** à acheter 25% des intérêts d' Exxon.... qui cherchera à préserver, d'une façon ou d'une autre, ses intérêts pétroliers sur la péninsule arabe et dans le Golfe.

Si Standard Oil of New Jersey (avant de devenir Exxon) détient 12% du consortium international Iraq Pétroleum Company (jusqu'à sa nationalisation), J.D. Rockefeller possèdera en fait, nous l'apprendrons plus tard, entre 35% et 45% de ce géant par le seul jeu des participations croisées.

En 1982, les quatre partenaires pétroliers arabes d'Exxon (Arabie Saoudite, Abou Dhabi, Koweit, Qatar) augmenteront leur participation à 51%.

En 1928 (Hitler a publié Mein Kampf depuis trois ans) **Royal Dutch/Shell, Anglo-Persian, C.F.P.** (Compagnie Française des Pétroles), **Standard Oil Jersey/Exxon, Mobil, Atlantic Richfield, Gulf Oil Corporation, Amoco, Participations and Explorations Corp.** signeront un joint venture : le **Near East Development Company**, afin d'exploiter le pétrole du Moyen Orient avec le consortium **Turkish Petroleum Company** régnant sur la Turquie, le Levant, l'Irak et la péninsule Arabe...

En 1929 ce consortium international changera son nom pour devenir **Iraq Petroleum Company**.

Un an plus tard Alfred Rosenberg, auteur du "Mythe du XXème siècle" (1930), sera chargé par Adolphe Hitler de superviser l'éducation idéologique dans le parti nazi, le NS DAP, et de diriger le service de politique étrangère du NS DAP.

Quand August et Fritz Thyssen seront relâchés par les spartakistes, le baron Thyssen Bornemisza de Kaszon aura quitté la Hongrie pour s'installer à Rotterdam (Hollande-pays neutre) à la tête de la "**Bank voor Handel en Scheepvaart**" (Banque du Commerce et de la Navigation). Cette banque sera fondée par August Thyssen avant la défaite allemande de 1918 pour recevoir son trésor de guerre déposé initialement à l'August Thyssen Bank de Berlin. A cette époque les Thyssen écriront : "se sont les juifs qui sont la cause de tous nos maux et du désordre mondiale. L'Internationale Socialiste est l'empire du mal"...

Le général **Erich Ludendorff** afin de lutter contre le "mal socialiste" organisera une résistance clandestine militaire dès 1918, au point que nombre d'industriels deviendront ses débiteurs. Sur la base de l'effondrement de l'économie de guerre et de la terreur réelle qu'inspire le socialio-communisme, Thyssen acceptera de rencontrer Ludendorff, héros de guerre reconverti pour l'heure, avec un cartel d'industriels, en stratège politique et en activiste.

Ce sera encore Ludendorff qui proposera à Thyssen une rencontre avec Hitler : "seul homme doté du sens politique capable d'affronter le socialisme et le communisme révolutionnaire" et ce sera par Ludendorff encore qu'il intègrera le "cénacle des industriels contributeurs" du NSDAP-Parti National Socialiste héritier du DAP ouvrier d'**Anton Drexler** (nationaliste et antisémite).

Afin de combattre "la conspiration judéo-communiste contre l'Europe et préparer l'avènement d'une monarchie allemande fasciste aux mains d'une force de production nationale" Fritz Thyssen versera 100 000 marks-or (25 000 euros) à Hitler et à Ludendorff. De nombreux industriels du charbon et de l'acier suivront la confiance renaissante derrière Thyssen.

"D'autres payèrent, écrit Toby Rogers dans **Heir to the Holocaust**, de peur de rester sur la touche si le mouvement réussissait à s'amplifier ou de ne pouvoir s'en détacher s'il échouait". C'est du reste ce qui arrivera en 1923 lorsque Hitler manquera son coup d'Etat à Munich (Rudolf Hess, complice du putsch, s'enfuira en Autriche avant de retrouver son maître, en tant que son secrétaire particulier, à la prison de Langdberg (1924-1925) où il écrira, sous la dictée, Mein Kampf).

Cette même année (1924) Swiss Oil Company of Lexington, l'un des nombreux maillons de la politique pétrolière d'usure des Etats-Unis sur tous les pays du Golfe, se reformera et deviendra la **Ashland Refining Company of Ashland, Kentucky**. Ashland Oil, par le jeu historique des administrateurs

gigognes poussés, concurrence capitaliste oblige, au corporate crime, sera citée dans les rapports d'enquêtes sur les attentats du 9-11 pour ses liens à la pétrolière **Unocal** impliquée dans l'affaire du pipe-line transafghan. Ashland Oil est administrée aujourd'hui par **Ralph. E. Gomory**, ex-vice-président d'IBM, administrateur de Polaroid et du groupe The Washington Post-Newsweek aux cotés de **Warren E. Buffet**, 2ème fortune mondiale, administrateur de Coca Cola...

Ashland Oil est lié à **Marathon** qui fusionnera en 1982 avec **United States Steel Corporation** qui deviendra la surpuissante pétrolière multinationale **USX Corporation**. Marathon réapparaîtra sur le marché de la déconstruction boursière en 1991. En 1997 Ashland Oil et Marathon seront liés par Marathon Ashland Petroleum LLC pour une nouvelle politique pétrolière d'usure dans les pays du Golfe.

Ashland Oil en appui sur d'anciens intérêts pétroliers contrôle aujourd'hui: The Washington Post, The Herald, International Herald Tribune, Los Angeles Time, Newsweek, Cable-One MSO.

C'est en 1924 (en pleine période isolationniste dûe au Johnson Act interdisant l'immigration japonaise et chinoise aux Etats Unis) que Fritz Thyssen décidera de développer ses opérations clandestines aux Etats-Unis. Les archives américaines en feront état dans un rapport d'enquête gouvernemental daté de 1942. Ce dernier permettra de dévoiler une rencontre entre Thyssen et William Averell Harriman de W.A. Harriman & Co à Berlin. De cette rencontre serait né le projet de la "banque Thyssen" à New York... les amis d'Harriman auraient reçu, à ce titre, le fondé de pouvoir de Thyssen, H.J. Kouwenhoven, également directeur en 1924 de la Bank voor Handel en Scheepvaart de Rotterdam (Memorandum to the Executive Committee of Alien Custodian, 5 octobre 1942).

"Ce ne serait, du reste, qu'à la suite du voyage d'H.J. Kouwenhoven en 1924, relate le memorandum, qu'aurait été fondée sur Broadway (à la même adresse que la W.A. Harriman & Co), l'Union Banking Corporation (UBC).

"A la suite de la crise économique allemande, la firme Walker & Harriman (Walker est ici George Herbert Walker expert financier de W.A.Harriman) réussira à vendre pour 50 000 000 \$ de bons allemands aux investisseurs américains."

"En vérité, écrira **John Loftus**, ancien Procureur au département américain de la Justice, chargé de la lutte contre les crimes de guerres nazis, Walker & Harriman et Union Banking Corporation serviront également de couverture à d'autres opérations bancaires, le plus clair du temps des transferts de fonds des Etats-Unis vers l'Europe (et inversement). Il apparaîtra par ailleurs que l'UBC aura été en fait la propriété d'une banque étrangère, la Rotterdamse Bank située au Pays-Bas, autre propriété de Fritz Thyssen."

La répartition des actions de l'UBC, dévoilée par le gouvernement américain en octobre 1942, montrera que son principal actionnaire est E. Ronald Harriman, président d'Union Pacific Company, avec 3991 actions, les autres étant des actionnaires minoritaires : Cornelis Lievense, 4 actions, Harold D. Pennington, 1 action, Ray Morris, 1 action, Prescott Bush, 1 action, H.J. Kouwenhoven, 1 action, Johann G. Groeninger, 1 action....

Ce ne sera qu'en 1926 que George Herbert Walker fera entrer son dernier fils (en fait beau fils), Prescott Bush, dans le réseau transcontinental Harriman-UBC, en le nommant vice-président d'Harriman & Co.

Cette année 1926, August Thyssen-père mourra, laissant Fritz Thyssen à la tête de l'une des plus grosses dynasties industrielles d'Europe. C'est également durant cette année que Thyssen créera **United Steel Works** (USW), le plus gros conglomérat industriel de l'histoire allemande (200 000 personnes). **Alber Voegler**, industriel de la Ruhr, le dirigera en son nom... non sans capitaux américains. En particulier ceux de **Clarence Dillon** (1882-1979), qui aurait apporté près de 70 millions de dollars à USW, à tout le moins selon **Heinrich Brüning**, chancelier allemand de mars 1930 à juin 1932.

Si le baron Thyssen Bornemisza de Kaszon (frère cadet) disparaît, tôt, de l'histoire criminelle apparente du nazisme, sachons que l'une des filiales de **Thyssen Stahl**, le groupe financier transcontinental **Thyssen Bornemisza** (famille Thyssen), apparaîtra comme l'un des plus puissants groupes financiers européens du XXIème siècle.

Observons que Thyssen Bornemisza compte aujourd'hui au nombre de ses administrateurs, **Michael Armstrong**, président de la multinationale AT&T, membre du comité consultatif sur la Sécurité Nationale et les Télécommunications des Etats-Unis, membre du comité consultatif de la Politique de Défense et du Commerce des Etats-Unis. Michael Armstrong est également administrateur de la mutinationale Citigroup (1ère Banque américaine, 100 millions de clients dans plus de 100 pays, fondée en 1812) aux cotés de **Gérald Ford**, ancien président des Etats-Unis et de **John Deutch**, ex-directeur de la CIA, 1995-1996.

Thyssen Bornemisza est également lié au très puissant groupe de pression **US-Japan Business Council** puisque Michael Armstrong (membre actif du CFR) en est le président américain entraînant dans le sillage de l'ultra-droite américaine les partenaires : Caterpillar, Goldman Sachs, Texas Instrument, IBM, Procter & Gamble, American International, Lehman Brothers, Ford Motor, General Motors, USX (pétrole), Citigroup, AT&T...

Thyssen Bornemisza disposera, par exemple, de relations de réseaux privilégiées avec le conseil consultatif international de Salomon Smith Barney (Citigroup) par la personne, notamment, d'**Ekkehard Schulz**, président exécutif de ThyssenKrupp...

Dans le sillage des activités d'Harriman-Union Banking Corporation, Prescott Bush entraînera deux cadets, issus comme lui de Yale et du groupe de pression universitaire Skull and Bones (1917) : Roland Harriman (cadet d'Averell Harriman) et Knight Wooley. Dès 1926/1927 George Herbert Walker supervisera avec Prescott Bush les intérêts américains de deux filiales majeures d'**United Steel Works** (USW), la **Consolidated Silesian Steel Corporation** et l'**Upper Silesian Coal and Steel Company** situées toutes deux en Silésie, en Pologne.

Les deux tiers de la Consolidated Silesian Steel Corporation seront la propriété du magnat allemand du charbon et du fer, Friedrich Flick, co-contributeur avec Thyssen du NS DAP, de la résistance armée anti communiste de Ludendorff et de l'ascension d'Adolphe Hitler (1923-1924).

En 1927, les caisses du NS DAP étant vides, Rudolf Hess, stratège formé à l'école de **K. Haushofer** (1869-1946), lui même formé à celle du suédois **Rudolf Kjellen**, théoricien de la géopolitique et de la supériorité de l'Allemagne (1864-1922), puis secrétaire d'Hitler, sera chargé des dons par Hitler et servira, à ce titre, d'intermédiaire aux industriels Thyssen, Flick (qui appartiendra au cercle des amis d'Himmler) et Emil Kirdof. En 1928, Thyssen fera un virement de 800 000 marks (2 millions d'Euros) par l'intermédiaire de la Bank voor Handel en Scheepvaart au parti nazi pour l'achat du Barlow Palace de la Briennerstrasse, qu'Hitler baptisera "Maison Brune" lorsqu'il en fera son quartier général.

Les enquêtes fédérales du département de la Justice sur les crimes de guerre

nazis montreront plus tard que Standard Oil, Ford, General Electric, DuPont, General Motors et ITT... utiliseront les réseaux d'amis nazis de W.A.Harriman-Union Banking Corporation, mais aussi ceux, dès 1925, de leur associé direct, Dillon, Read & Co. August Thyssen Hütte obtiendra sous l'autorité de Clarence Dillon (1882-1979) deux prêts à des taux préférentiels de 12 et 5 millions de dollars de Dillon, Read & Co.

Selon **K.E. Von Schnitzler** dans "**Der Rote Kanal**" (1992), une partie des prêts préférentiels accordés par Dillon, Read & Co ainsi qu'une partie des versements de Standard Oil (placements-participations, opérations et ventes du pétrole du Moyen-Orient), Ford, Général Electric, DuPont et ITT, iront directement dans les caisses des **Vereinigte Stahlwerke** (Les Aciéries Réunies) dirigées par Fritz Thyssen, Friedrich Flick, Albert Voegler. Les Aciéries Réunies seront également connues aussi sous le nom d'United Steel Works (USW).

Les deux branches d'USW, Consolidated Silesian Steel Corporation et Upper Silesian Coal and Steel Company, auront leurs avoirs saisis par le département américain de la Justice à New-York en 1942 .

Peter Mertens du quotidien d'intelligence stratégique Geostratégie écrira que les comptes politiques de Thyssen, personnels et confidentiels, supervisés par W.A.Harriman profitaient de l'organisation transnationale Walker-Bush et que les opérations bancaires des Vereinigte Stahlwerke (USW) aux Etats-Unis profitaient de Dillon Read.

A la suite du crash boursier d'octobre 1929, Harriman & Co. fusionnera avec la société d'investissement britannique Brown-Shipley. Ce sera désormais la Brown Brothers & Harriman qui gèrera depuis New-York une partie des intérêts de Consolidated Silesian Steel Corporation, propriété aux deux tiers de Friedrich Flick.

Le Département américain de la Justice punira faiblement les collaborateurs économiques américains. En atteste la carrière politique de l'un d'entre eux. William Averell Harriman sera nommé par le président Roosevelt, nous l'avons vu, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou de 1943 à 1946, une période durant laquelle, du reste, sera signé, précisément à Moscou, par le secrétaire d'Etat Cordell Hull (nommé par Roosevelt en 1933), le ministre des affaires étrangères britannique Antony Eden et le ministre des affaires étrangères soviétique Molotov (co-signataire du massacre de 22 000 prisonniers polonais dans la forêt de Katyn en 1943), la déclaration solennelle de conduire devant la justice tous les criminels de guerre et tous les membres du parti nazi, militaires ou civils, responsables d'atrocités.

Hitler, Goebells, Himmler, seront morts avant leur jugement. Martin Bormann et Hienrich Muller ne seront pas capturés. Robert Ley et Hermann Goering se suicideront durant leur procès. Frick, Kaltenbrunner, Saukel, A.Rosenberg, Streicher, Jodl, Keitel, Seyss-Inquart, von Ribbentrop, seront déclarés coupables et exécutés le 1 octobre 1946. Rudolf Hess et Erich Raeder seront condamnés à la prison à vie, Albert Speer à 25 ans. Doenitz, Funk, von Neurath et von Papen seront jugés coupables et condamnés à de longues peines de prisons.

Franz von Papen, entre mai 1932 et 1934, qui sera le soutien inconditionnel d'Hjalmar Schacht, Gustave Krupp-père, Alfred Krupp-fils, Fritz Thyssen, Albert Voegler et Emile Kirdof, sera relâché en janvier 1949 et mourra libre à Obersasbach en mai 1969.

Hjalmar Schacht, ancien directeur de la German National Bank (1916), commissaire au Trésor du Reich (1923), président de la ReichBank (1928/1929), chargé de mission auprès de la délégation allemande qui négociera le plan Young (1929), chargé (en fait poussé par Goering) d'unir Albert Voegler (futur directeur d'United Steel Works), Gustave Krupp et Alfred Krupp, au groupe de Fritz Thyssen, Emile Kirdof et Hugo Bruckmann déjà contributeurs du parti nazi (1931-1932), sera, bien que reconnu coupable de crime

contre l'humanité par le Tribunal Militaire de Nuremberg, libéré en septembre 1948. Hjalmar Schacht fondera sa propre banque à Dusseldorf et deviendra le "haut conseiller" de nombreux gouvernements étrangers, en particulier celui de Nasser, en Egypte. H. Schacht mourra à Munich en 1970.

Fritz Thyssen apparaîtra officiellement comme membre du parti nazi en 1931. Il sera intime d'Hitler (château de Rinheland) et de Rudolf Hess. La Bank voor Handel en Scheepvaart de Rotterdam, dont le baron Thyssen Bornemisza de Kaszon, par les grâces administratives et fiscales de la famille royale des Pays-Bas, est l'actionnaire majoritaire, apparaîtra comme un bailleur régulier. Frédérick Flick versera pour sa part 10 000 marks chaque année au Schutz Staffeinel (SS), dès 1933.

En 1952, quelques mois à peine après la mort de Fritz Thyssen à Buenos Aires (février 1951), le prince Bernhard des Pays-Bas, époux de la reine Juliana, mettra en place la structure d'un très puissant groupe de pression qui réunira à l'**Hotel Bilderberg** d'Osterbeek les plus influentes personnalités de la scène politique mondiale de l'ultra-droite. L'on comptera parmi les membres fondateurs Jozef Luns, secrétaire-général de l'OTAN et l'ex-premier ministre et banquier Belge Paul Van Zeeland. Selon René De Preter l'on y retrouvera des aristocrates, des intellectuels, des journalistes, des banquiers, des militaires, des ex-membres des services secrets américains et allemands (dont de très nombreux "anciens" nazis) ("Les 200 familles les plus riches. L'argent et le pouvoir dans le monde des holdings et des millionnaires", De Preter, EP0, 1983 cité par Geuens)

Les investissements américains sur les Vereingite Stahlwerke joueront une part obscure après la rencontre organisée par Fritz Thyssen au Park Hotel de Dusseldorf entre Adolphe Hitler et l'ensemble des industriels de la Ruhr.

L'on dira que 1932 dispersera un certain nombre de doutes sur la volonté nazie de relancer l'économie allemande derrière le pool industriel nationaliste recomposé : antisindicaliste, anticomunisme, antisémite, anticatholique. Le Chancelier H.Brüning (mars 1930-mai 1932), ex-dirigeant du mouvement syndicaliste chrétien, député du Centre Catholique (Zentrum) en 1924, ne pourra pas survivre politiquement à l'union sacrée.

Malgré la défaite du parti nazi au Reichstag en 1932 (le NS DAP pert 35 sièges), les négociations secrètes menées avec les industriels du charbon et de l'acier, les capitalistes collaborateurs (nationaux et internationaux) et le président Hindenburg (1847-1934), forceront le Chancelier H.Brüning à démissionner en faveur de Franz von Papen. Un von Papen qui connaissait très bien les Etats-Unis. Il sera attaché militaire à Washington en 1914 et travaillera à l'usine de production d'armement de Bridgeport pour le compte de l'armée allemande. Spécialiste, par ailleurs, d'opérations clandestines en Palestine, en Inde, en Irlande, il n'aura pas trop de difficultés à diriger l'ancien monde d'Hindenburg sur une voie politique plus extrême. Après deux ans de lobbying pro-nazi à la Chancellerie, il démissionnera en faveur d'Hitler. En 1934, Hitler, dictateur, contrôlera suffisamment les institutions et l'opposition pour engager sa politique militaire industrielle et les grands travaux nationaux pour écraser le chômage.

Brüning, deux ans plus tôt, peu inspiré par cette question et ne voulant pas s'engager sur la double voie de l'investissement et de l'expansion du crédit d'un **Wilhem Lautenbach** (père du chemin de fer allemand), butera sur des choix économiques qui paraissaient contradictoires. Il s'opposera, par exemple, à l'émission d'un milliard et demi de reishmarks nécessaires au financement de la relance, à la création d'emplois dans l'industrie lourde et à l'investissement dans l'infrastructure. Il refusera la doctrine du crédit ouvert par l'Etat en faveur des entreprises et des collectivités locales sous formes de bons qu'elles auraient à présenter aux banques privées. Celles-ci n'ayant plus,

ensuite, qu'à les faire réescompter auprès de la **Reishsbank** avec un effet multiplicateur. L'objectif des investissements était alors fixé par l'Etat lui même : "construction de chemins de fer (1,2 milliard de marks), construction de routes et d'autoroutes (300 millions de marks)". Il n'y aura guère que Mussolini, résolument anti-progrès industriel, pour soutenir la politique déflationniste de Brüning et sa dévaluation de 20% du mark. Emporté par 4 millions de chômeurs et un parti catholique en berne derrière le parti social démocrate et le parti nazi, Brüning quittera finalement l'Allemagne en 1933 pour les Etats-Unis où il enseignera la science politique à Harvard de 1937 à 1952.

Brown Brothers & Harriman, finalement, la banque Brown Brothers & Harriman et Union Banking Corporation chargées du financement des options stratégiques allemandes et américaines de Fritz Thyssen réaliseront durant "l'année de fer 1934" une percée sur le front capitaliste de l'Est (F.D. Roosevelt développe le programme "socialiste" du New Deal, 1932/34 et lance Ex-Im Bank sur le marché communiste soviétique, 1933/34), percée que prolongera **Dillon, Read & Co** en gérant les intérêts américains des filiales allemandes et polonaises des Aciéries Réunies. Aciéries dirigées, du reste, depuis 1926 par A. Voegler, co-signataire de la lettre adressée par les industriels pronazis au président Hindenburg en faveur d'une nomination d'Hitler à la Chancellerie.

Toutefois, en 1934, les filiales Consolidated Silesian Steel Corporation et Upper Silesian Coal and Steel Company établies dans la ville polonaise d'**Oswiecim**, située dans une région riche en gisements, feront l'objet de sévères accusations de la part du gouvernement polonais pour fraudes, comptabilités fictives et évasions fiscales. Cette affaire apparaîtra dans les colonnes du New-York Times du 19 mars 1934...

Dillon, Read & Co, pourtant au coeur des opérations bancaires des Vereignite Stahlwerk de Pologne, ne sera jamais inquiété. En fait, il ressortira, selon le chancelier Heinrich Brüning, que **Clarence Dillon**, président de **Dillon Read**, n'est pas moins que le représentant des créanciers américains avec qui il (Brüning) doit négocier la réduction des taux d'intérêts sur les emprunts allemands à l'étranger... E.Ronald Harriman gros porteur d'Union Banking Corporation, ne sera pas davantage inquiété et récupèrera, en effet, la valeur de 3991 actions UBC gelées jusque là par la justice américaine, à la mort de Thyssen, en 1951.

En 1939, l'armée Allemande cloturera le débat en envahissant la Pologne et en enlevant des mains du gouvernement et du fisc polonais les compagnies de Fritz Thyssen et de Freidrich Flick. Ce sera du reste à Oswiecim, siège polonais de Consolidated Silesian Steel et d'Upper Silesian Coal, durant cette année 1939, qu'Adolphe Hitler fera construire le camp de concentration d'Auschwitz (écriture allemande d'Oswiecism). Dès la fin de 1941, ce camp sera utilisé pour le travail forcé sous l'autorité des SS d'Himmler.

Alfred Krupp (1907-1967), membre des SS dès 1933, torturera par le travail forcé plus de 100 000 détenus à Auschwitz et en Silésie. L'on estimera à 70 000 le nombre de ceux qui mourront. Quand Hitler nommera Krupp ministre de l'économie de guerre en 1943, Krupp imposera ce supplice à près de 45 000 civils russes dans les forges Krupp et à près de 120 000 prisonniers dans les mines de charbon d'Etat. Nombreux, du reste, seront les "prisonniers valides" torturés dans les mines de la Consolidated Steel et dans les usines chimiques et filiales d'IG Farben qui fourniront le Zyklon B aux chambres à gaz d'Auschwitz. Il est à noter encore que la Maison Bayer, l'une des filiales IG Farben, procèdera à des expériences médicales sur des centaines de déportés. Lire sur le sujet les cinq courtes lettres adressées entre avril et mai 1943 par la Maison Bayer au camp d'Auschwitz et retrouvées par l'Armée Rouge à la libération (elles seront publiées dans "Le Patriote Résistant" de février 1947, et consignées (et reproduites) dans les archives du procès de Nuremberg, n° 7184, voir également internet, CBG, Bayer et IG Farben :

"Quand la firme Bayer achetait "des lots de femmes" à Auschwitz" et "Les patrons sous l'occupation", Renaud de Rochebrune, Jean Claude Hazera, ed. Odile Jacob, 1995).

Condamné pour crimes de guerre à Nuremberg puis à la dissolution, IG Farben possède toujours un statut juridique malgré son démentèlement...

Renaud de Rochebrune et Jean Claude Hazera dans "Les patrons sous l'occupation" :

"A l'autonme 1940, les industriels allemands ont une revanche à prendre. Lorsqu'ils retrouvent leurs collègues du pays vaincu pour des négociations dans le cadre de la Commission d'armistice, ils s'en souviennent...

"Pendant la première guerre mondiale l'Allemagne possède depuis le tout début du siècle, une importante industrie des colorants d'origine chimique qui avait réussi quelques années avant le conflit à maîtriser la synthèse de l'ammoniaque et des nitrates, ces derniers étant à la base de toutes les fabrications d'explosifs. Pendant le conflit, les grandes sociétés de ce secteur, membres de l'IG Farben, avaient fabriqué non seulement de la poudre mais aussi des gaz asphyxiants... Elles furent donc, on l'imagine facilement, menacées de fermeture ou de confiscation au moment des négociations de paix. Mais après le début des hostilités et surtout à partir de 1916, pour les mêmes raisons stratégiques que l'Allemagne et pour suppléer à l'arrêt des livraisons venant d'outre-Rhin, la France avait cherché à développer une industrie des colorants et de tous les produits chimiques dits intermédiaires, qui ont également des usages militaires. Plutôt que de chercher surtout à neutraliser la puissance industrielle allemande, l'ingénieur français chargé du dossier après 1918, Joseph Frossard, avait préféré négocier "à l'amiable" avec l'I.G.Farben.

"Il avait réussi à imposer, en échange d'assurance sur l'avenir du groupe chimique allemand, un accord assurant à l'industrie française naissante une partie des secrets de fabrication et des matières premières des usines d'outre-Rhin, ainsi qu'une protection contre la concurrence éventuelle de l'I.G.Farben (l'on se souviendra des colères de la mission du Congrès dirigée le 26 mars 1942 par le sénateur Harry Truman contre le crime de collaboration économique avec le régime nazi, contre les relations entretenues par Standard Oil avec I.G.Farben dans le dos de l'armée américaine...).

"En 1940, la délégation française, avec au premier rang René Paul Duchemin, président de **Kuhlman** (géant de la chimie dont le numéro 1 sera en 1942 Joseph Froissard) et **"patron des patrons"** de l'hexagone à la tête du CGPF (medef) pendant l'essentiel de l'entre-deux-guerre, s'entend dire d'emblée qu'elle doit être la prépondérance de l'industrie allemande, qui a désormais vocation à diriger l'ensemble du secteur à l'échelle Européenne. L'instrument de cette domination, en ce qui concerne la France, devra être une société mixte créée à cet effet, **Francolor**, qui coiffera les sociétés françaises - la plus importante étant une filiale de Kuhlman - et dont I.G.Farben détiendra 51%. Le fait que la présidence soit réservée à un français, Froissard bien sûr, est supposé contrebalancer l'affront que représente alors pour l'orgueil national cette opération qui se traduit en fin de compte par une mise sous tutelle et une prise de contrôle d'une part importante de l'industrie chimique de l'hexagone. ("Les patrons sous l'occupation", de Rochebrune et Hazera, Odile Jacob, septembre 1995)

Les activités pharmaco-chimiques de I.G. Farben sont aujourd'hui assurées par trois multinationales : BASF, Hôchst et Bayer. Toutes les trois sont bien des corporate predators, et seront condamnées, à diverses reprises, pour fraudes, obstructions à la justice et détournements des lois antitrust aux Etats-Unis.

Bayer sera accusé par de nombreuses associations allemandes et anglo-

saxonnes en 1998 pour avoir testé sur des humains et à leur insu un pesticide : l'azinphos-méthyl.

Actuellement Bayer fait pression aux Etats-Unis sur les autorités de l'Environmental Protection Agency (EPA) pour obtenir l'homologation de certains tests sur des volontaires humains....

Bayer sera classé en 2001 par la revue américaine "Multinational Monitor" : "N°1 du mensonge stratégique consistant à tromper les consommateurs, à polluer l'environnement et à mépriser les droits des travailleurs".

Bayer doit également faire face, depuis mai 2003, à 8400 plaintes liées à l'affaire Baycol-Lipobay. Cette affaire concerne la mise sur le marché de l'anticholestérol Lipobay (commercialisé en France sous le nom de Saltor ou Cholstat) retiré du marché de la consommation sur ordre de la FDA pour avoir causé la mort de 53 personnes.

Bayer a payé à ce jour 240 millions de dollars d'indemnités après 785 procès (dont 27 pour cas de décès).

Le 22 mai 2003, dernière affaire en date, le New-York Times et le Public Citizen Health Research Group de Washington révéleront que "Cutter Biological" (Clayton, Caroline du Nord, spécialisée dans le plasma et les produits tirés du plasma, filiale américaine de Bayer), "aura vendu en connaissance de cause et pour des raisons purement financières, entre février 1984 et juillet 1985, à Hong-Kong, à Taiwan, à la Malaisie, à Singapour, à l'Indonésie, au Japon et à l'Argentine, un traitement coagulant pour hémophiles, le Koate, infecté par le VIH, tuant plus de cent personnes" (Bayer et I.G.Farben www.cbgnetwork.org)

Six jours après la déclaration de guerre du président F. D. Roosevelt (1882-1945), le secrétaire au Trésor **Henry Morgenthau** (1891-1967) et le procureur général **Francis Biddle** (l'un des juges du Tribunal Militaire International de Nuremberg) signeront le "Trading With Enemy Act" prohibant le commerce avec l'ennemi.

Les 10 et 26 octobre 1942 et les 11 et 17 novembre 1942, les avoirs d'Union Banking Corporation et de Brown Brothers & Harriman seront saisis, leurs activités suspendues, et leurs membres, à tout le moins pour George Herbert Walker et Prescott Bush, seront reconnus coupables, notamment par William Farish, de "collaboration économique et de commerce avec l'ennemi".

Ces derniers apparaîtront encore lors de la saisie d'Holland-America Trading Corporation, de Seamless Steel Equipment Corporation et de Silesian American Corporation (nouveau nom de Consolidated Silesian Steel Corporation connue désormais pour ses activités à Auschwitz et ses liens à I.G. Farben. Elle continuera toutefois à fonctionner et à profiter jusqu'en 1943)...

Si nous savons le rôle que joueront dans cette affaire George Herbert Walker et Prescott Bush, lequel cherchera à se faire pardonner en siégeant au **National War Fund** - Fond national des contributions volontaires pour le soutien de l'effort de guerre américain en Europe et dans le Pacifique - tout en étant protégé par le puissant avocat de la famille Allen Welsh Dulles (1893-1969), co-fondateur et directeur de la CIA en 1953 (directeur de l'OSS à Berne durant la grande période américaine de chasse au nazi, 1942-1945; Allen W. Dulles ignorera cependant le rapport Vrba-Wetzler d'avril 44 sur les chambres à gaz d'Auschwitz), William Averell Harriman ne sera guère inquiété le long de son ascension politique pas plus que son père E. Ronald Harriman, pas plus non plus que Max Warburg ou que Clarence Dillon qui s'eteindra au coeur d'un empire financier mondial en 1979.

Après son échec à l'investiture démocrate pour les élections présidentielles de 1952 et 1954, et une dizaine d'années passées dans le cénacle administratif de John F. Kennedy, William Averell Harriman sera nommé ambassadeur pour les affaires du sud-est asiatique par Lyndon B. Johnson en 1965....

"La politique du président Johnson était fort simple, écrira l'historien vietnamien Nguyen Khac Vien, détruire la totalité de l'économie du Nord-Vietnam et de là, l'aide économique apportée par le Nord à la guerrilla du Sud. L'opération Rolling Thunder est un bel exemple de ce qu'elle fut et marquera un point important dans l'histoire mondiale des génocides et des biocides... 1 million de tonnes de bombes sera déversé et la guerre chimique (grâce à la chimie militaire de DuPont qui s'illustrera, du reste, à Guam contre les japonais durant la seconde guerre) qui débutera en 1962 avec pour objectif de détruire les ressources agricoles du NLF (guerrilla), ne cessera qu'en 1969... Entre 1955 et 1973, plus de 10 millions de villageois seront stratégiquement déportés vers les villes...".

Durant l'année 1965, Lyndon Johnson mènera une politique électoraliste socioéconomique libérale ultra médiatique sous le label "**Great Society**". Le Congrès votera un vaste programme de mesure sociale (Medicare, Voting Rights Acts, Immigration Act) dans le plus pur style de celui de 1964 (Civil Rights Act et Anti Poverty Act) qui cherchera, en son temps, à couvrir les causes réelles de l'assassinat de J.F. Kennedy (22 Novembre 1963) et celles du coup d'Etat qui renversera le 1er novembre 1963, le président fantôme **Ngo Dinh Diem**, seul support de Kennedy dans sa lutte contre le communisme au Vietnam. Le président Diem, dictateur civil, sera également assassiné... courant novembre 63.

Dillon Read & Co sera présidé par des personnages de tout premier plan.

Nous citerons l'un d'entre ces héritiers : **Nicholas Brady**, qui passera de la présidence Dillon, Read & Co à la tête du secrétariat au Trésor américain. Nicholas Brady sera ministre des finances de Ronald Reagan de 1988 à 1989, puis de nouveau secrétaire au Trésor de George Bush Sr. de 1989 à 1993... tout en étant administrateur des multinationales NCR Corporation, MITRE, H.J.HEINZ et administrateur de l'étonnante pétrolière transcontinentale **Amerada-Hess** (de John Hess) aux cotés de l'ancien gouverneur du New-Jersey, **Thomas Kean**, également administrateur d'Amerada-Hess et d'Amerada-Hess Corporation.

"Amerada-Hess Corporation sera lié d'affaire par Thomas Kean, également administrateur de Delta-Hess, écrira **Michel Chossudovsky** dans "Guerre et Mondialisation", à la **Delta Oil compagnie** d'Arabie Saoudite (partenaire d'Unocal US dans l'affaire du pipeline transafghan, Unocal sera également lié en 1992 à Ashland Chemical, multinationale qui avec Ashland Oil, contrôle aujourd'hui une partie de la presse américaine : The Washington Post, The Herald, International Herald Tribune, Los Angeles, Newsweek, Cable One-MSO).

Delta Oil appartient aux clans **ben Mahfouz** et **Al-Amoudi** parents par alliance de **Oussama ben Laden** à tout le moins, selon un témoignage rendu en 1998 au Sénat américain par James Woosley, ancien directeur de la CIA.

Selon ce témoignage, la jeune soeur du puissant homme d'affaire Khalid ben Mahfouz serait épouse de Oussama ben Laden. Ce lien est certes important mais un autre point pèse dans la balance, le clan Mahfouz dirigeant le conglomérat Mahfouz (soupçonné d'avoir co-financé le réseau al-Qaïda) est aussi et surtout propriétaire de la plus grande banque d'Arabie Saoudite, la **National Commercial Bank**.

"Par une pure coïncidence, écrira M.Chossudovsky dans "Une enquête-bidon sur le 11 septembre", l'ancien gouverneur du New Jersey et l'influent actionnaire de Amerada-

Hess, Thomas Kean, sera l'homme choisi par le Président Bush Jr. pour diriger la Commission d'enquête sur le 11 Septembre 2001...("Une enquête-bidon", L'aut'Journal sur le Web, M. Chossudovsky ,10 février 2003)

"Delta-Hess (enregistrée selon Energy Compass aux Iles Caïmans) a été créée en 1998 pour la mise en valeur et la prospection de champs pétrolifères dans la région de la mer Caspienne. En Azerbaïdjan, Delta Hess a une participation de 20% dans la société **Garabaghki-Hursangi** et 2,72% dans la société **Azri-Chirag-Gunashli**. Elle détient aussi des actions dans le pipeline **Bakou-Tbilisi-Ceyhan** (BTC)."

"Par pur hasard, dira encore Chossudovsky, l'ancien gouverneur du New Jersey, Thomas Kean, co-directeur du **Homeland Security Project** ou Projet de Sécurité Intérieure des Etats Unis, fait parti du conseil des relations étrangères d'Amerida Hess" aux côtés de l'ancien secrétaire au Trésor de George Bush Sr., Nicholas Brady."

Le 8 octobre 1972, Prescott Bush mourra d'un cancer et ses dernières volontés testamentaires seront exécutées peu après.

A la mort de Fritz Thyssen le 8 février 1951, le bureau de conservation des propriétés étrangères du gouvernement des Etats-Unis délivrera les biens de l'Union Banking Corporation à Brown Brothers & Harriman. Prescott Bush recevra 1,5 millions de dollars pour sa participation... Cette fortune familiale, dira l'histoire contemporaine des pétroles, permettra à George Bush Sr. de s'associer en 1954 à John Overby et à Bill Liedtke pour former Zapata Offshore Oil Company. De l'union de Zapata Offshore Oil Company, de Stetco Petroleum Corporation et de South Penn Oil Company naîtra en 1963 la puissante Pennzoil Company.

En 1965, Pennzoil Company absorbera United Gas Corporation et la pétrolière Chevron en 1993 (qui était Standard Oil of California en 1930 et la propriété de J.D.Rockefeller).

En 1994 et 1995 Pennzoil Company se développera au Qatar et en Egypte en s'associant à Golf of Suez. En 1998, de l'union Pennzoil et Quaker State, naîtra Pennzoil Quaker State....

L'un des administrateurs les plus célèbres de cette multinationale sera **Brent Scowcroft**, administrateur de Qualcomm, conseiller à la Sécurité Nationale de George Bush Jr. entre 1983 et 1993. Brent Scowcroft sera également membre de la Commission Trilatérale, du CFR et l'un des anciens présidents du Conseil Atlantique des USA, partenaire de Kissinger Associates et membre de l'American Ditchley Foundation.

Brent Scowcroft sera également membre de Bilderberg aux côtés du représentant de la Grande Bretagne dans ce groupe, **Lord Roll of Ipsden**, conseiller de **SBC Warburg Dillon Read**. **Warburg Dillon Read** sera, par ailleurs, selon Geoffrey Geuens, un pilier financier du Manhattan Institute, bailleur des théories sur la pénalisation de la misère et les origines des inégalités sociales et raciales soutenues par Charles Murray et Richard Herrnstein...

Nous savons également qu'à la mort de Fritz Thyssen en 1951, The Chase Manhattan Bank de Rockefeller (H.Kissinger sera le conseiller politique de la famille à partir de 1952), deviendra actionnaire de ThyssenKrupp à concurrence de 31%.

Montagu Norman, sir Montagu Collet Norman, 1st Baron Norman of St Clere (1871-1950) autre partenaire de Brown Brothers & Harriman, guère inquiet par l'affaire criminelle UBC de 1942, sera gouverneur de la Banque d'Angleterre jusqu'en 1944 (il l'est en fait depuis 1920).

William Averell Harriman (1891-1986) sera le négociateur en chef de Lyndon B.Johnson lors du processus préliminaire de paix entre les Etats-Unis et le Nord Vietnam

qui se déroulera en France, en 1968. W.A.Harriman perdra ce poste sous la présidence de Richard Nixon et sera nommé en 1978 "senior member" de la délégation américaine à la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour le Désarmement.

John Jay McCloy (1895-1989) qui ordonnera la libération d'Alfred Krupp et de Friedrich Flick en 1951, cumulera une charge de directeur de The Chase Manhattan Bank (1953-1960) et de directeur à la Ford Foundation (1958-1965). J.J.McCloy sera également conseiller spécial pour l'armement du président Kennedy et, à ce titre, l'un des responsables de l'agence américaine pour le Contrôle des Armes et le Désarmement. Il sera membre en 1963 de la Commission Warren chargée d'enquêter sur les causes de l'assassinat de J.F.Kennedy. J.J.McCloy sera également conseiller pour la politique étrangère des présidents Lyndon B.Johnson, Richard Nixon, Jimmy Carter et Ronald Reagan.

Antony Eden (1897-1977), ministre des affaires étrangères britannique et co-signataire en 1943 avec Cordell Hull et Molotov de la déclaration sur la détermination alliée de traduire en justice les responsables militaires et civils d'atrocités, de massacres et d'exécutions, conduira la destabilisation et le renversement en août 1953 du gouvernement iranien de **Mohammed Mossadegh** (300 tués) au profit du Shah, désormais gardien pétrolier. **Mossadegh** avait pris le pouvoir deux ans plus tôt, en 1951, nationalisé l'**Anglo-Iranian Oil Company** puis fondé la **National Iranian Oil Company...**

Rappelons qu'en 1947, Anglo Iranian, Standard Oil of New Jersey (Exxon) et Standard Oil Company of New York (Socony) avaient signé un contrat d'exploitation avec l'Iran pour 20 ans (1947-1967).

En 1954, Anglo Iranian est re-baptisé **British Petroleum**. La même année un consortium international semblable en tout point à l'Iraq Petroleum Company (IPC) et doté des mêmes partenaires: British Petroleum, Exxon, Socony, Texas Oil, Socal, Gulf, Royal/ Shell Group, et Compagnie Française des Pétroles (CFP), formera l'**Iranian Oil Participants Ltd (IOP)** et négociera avec le gouvernement iranien pour de nouveaux quotas annuels de productions.

En avril 1955, Anthony Eden sera nommé 1er ministre et succèdera à Winston Churchill.

"**L'Office of the Military Governor US, l'OMGUS**, créa une division d'enquête sur les cartels et les actifs extérieurs, écrira Edwin Black, historien de l'Holocauste, pour identifier qui avait participé au financement et au développement industriel de l'Allemagne nazie. le 1er novembre 1945, vingt et un grands banquiers furent arrêtés; ils étaient accusés d'avoir favorisé le réarmement allemand et le pillage des pays occupés. Vingt autres de leurs confrères étaient dans la ligne de mire des enquêteurs. Les établissements financiers incriminés étaient parmi les plus respectés d'Allemagne : la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la Commerzbank.

"Des magnats allemands de l'acier, de la finance, de l'automobile et de l'industrie chimique, furent, eux aussi, arrêtés et envoyés au banc des accusés à Nuremberg. Des noms comme Krupp, Thyssen et Flick, furent érigés comme symbole du crime de guerre industriel."

Renaud de Rochebrune et Jean Claude Hazera :

"Les archives allemandes et en particulier une lettre de l'I.G.Farben au ministre de l'économie citée par **Alan S. Milward** dans "The New Order and The French Economy, Oxford (1970), dévoileront le lien d'affaire existant entre le groupe industriel, minier et bancaire, Français **WORMS** et I.G.Farben en concurrence avec Krupp. L'affaire concerne l'acquisition fin 1941 des mines de wolfram de Montmins dans l'Allier. Ce minerais

permettait d'obtenir du manganèse et surtout du tungstène (wolfram) très recherché (jusqu'au Vietnam). Il permettait l'usinage rapide de l'acier, le renforcement des obus destinés à percer des blindages, etc. L'approvisionnement en tungstène était vital pour l'industrie de l'armement allemande et ce dossier remontera jusqu'à Hitler en personne".

Edwin Black :

"Des sociétés qui étaient propriétés américaines ou des filiales d'entreprises Américaines, furent prises, elles aussi, sous le feu des projecteurs. La société **Roehm & Haas** de Darmstadt fut ainsi l'objet d'une enquête. Cette entreprise, qui produisait en Allemagne des matériaux pareballes en Plexiglas, était une filiale d'une société de Philadelphie. Chacune des sociétés jumelles appartenait pour moitié à des citoyens Allemands et Américains. Le New York Times relata : " Des dossiers conservés à Darmstadt retracent la chronique des efforts communs de la Roehm & Haas Allemande et de la Roehm & Haas Américaine pour contrecarrer l'action de l'Administration des biens étrangers et reverser les intérêts Allemands à la société Américaine."

"Le 5 janvier 1946, plusieurs centaines d'usines Allemandes avaient été désignées comme devant être revendues à des Américains dans le cadre des réparations. Ces usines couvraient une gamme d'activités industrielles allant de l'armement pur et simple, comme l'usine de torpilles Borgward de Brême, à la fabrication d'ustensiles ménagers et de lits par l'usine n°4 des Norddeutsche Dernierwerke de Rothebeck...Elles furent vendues, l'une comme l'autre, parce qu'elles avaient poursuivi leurs activités pendant la guerre et qu'elles représentaient l'actif économique du peuple Allemand coupable d'avoir fomenté la guerre...

Le juge Robert H.Jackson, procureur général à Nuremberg :

"...Le juge Jackson annonça à la radio des forces armées que les industriels allemands avaient certainement été "l'une des principales causes de la guerre", mais qu'il craignait que la plupart n'échappent à la justice. Du reste, ses collègues estimaient que le nombre d'accusés serait trop important pour qu'il soit possible de les juger au cours de la première vague de procès. On suggèrera donc de repousser le jugement des hommes d'affaires à une date ultérieure. Jackson s'y opposa. "Si on les excluait provisoirement, déclara-t-il, ils ne seraient peut être jamais jugés. Le temps seul nous dira qui avait raison.

"De fait, les procédures judiciaires furent ralenties par la nécessité de traduire tous les documents, toutes les pièces à conviction et tous les témoignages dans les quatre langues officielles du tribunal de Nuremberg : Français, Russe, Allemand et Anglais. A cette fin, le juge Jackson décida de recourir au tout nouveau procédé de la "traduction simultanée". Une société fut chargée de dépouiller tous les documents et de les traduire, non seulement en vue de leur utilisation immédiate au cours du procès, mais pour la postérité. Cette société s'appelait **International Business Machines, IBM**. C'est elle qui mit la dernière main au dossier de l'ensemble des preuves, traduit à partir du français, du russe, de l'allemand, du polonais et de l'anglais, et en sens inverse. Watson offrit d'effectuer gratuitement cette tâche herculéenne" ("German Magnate Tied to War Plan", New York Times, 2 janvier 1946; "Factories on Sale in Germany Listed" NYT, 6 janvier 1946; "Fears Industrialists May Escape Trials" NYT, 1 février 1946; "Nuremberg on Trial", Joseph E.Persico, New York, Penguin Books, 1994, et "The Nuremberg Trial", Ann Tusa et John Tusa , New York Atheneum, 1984, Edwin Black)

Renaud de Rochebrune et Jean Claude Hazera, "On m'y a contraint monsieur le juge!" :

"Entre livrer plus moins de bonne grâce des commandes aux allemands d'une part et les inviter à devenir actionnaires et à participer à des conseils d'administration d'autre

part, il y a évidemment une différence plus que sensible. Les cas de participations allemandes dans le capital de sociétés de droit français s'expliquent par des motivations différentes (...)

Robert Denoël, qui n'avait pas de préjugés antiallemands puisqu'il venait de publier un recueil de discours d'Hitler, céda ainsi à la mi-1941, en "oubliant" dans un premier temps de réclamer l'autorisation de l'office des Changes, près de la moitié du capital de sa maison d'édition à son confrère allemand Wilhem Andermann, apte à l'épauler pour restaurer des comptes passés au rouge vif et intéressé par une association commerciale sur le marché français.

On trouve aussi des cas d'entrée "en force", souvent avec la complicité de prête-noms français, à l'occasion masquées, dans des entreprises fragilisées par les mesures d'aryanisation : les Galeries Lafayette, les maisons d'édition Calmann-Levy et Ferenczi, les champagnes Mumm mais aussi des groupes industriels importants comme les géants de la chimie industrielle militaire Kuhlmann avec Francolor couplé à I.G.Farben, Rhône-Poulenc avec Théraplix, la Compagnie Française des Pétroles qui deviendra TOTAL - la C.F.P. détient à l'époque 22,75% d'Irak Petroleum Company- sous Jules Meny.

"La CFP sera initialement présidée par Ernest Mercier fondateur du parti la "droite moderniste" 1922-1923, président du **Trust Messine** qui chapeaute la **Lyonnaise des Eaux, Alstom, l'Omnium international** (pétrole) initiateur des participations de l'Etat, 25% des parts dans le capital de la C.F.P. en 1931, puis 35% en 1940- afin de stabiliser la CFP statutairement devant une gauche parlementaire trop opposée aux "ploutocrates et aux cumulards" (Théodore Laurent, président de Marine-Homécourt, l'un des trois grands de la sidérurgie française avec François de Wendel et Eugène Schneider, préside pas moins de 79 conseils d'administration).

"Jules Mény sera nommé à la présidence de la CFP et le gouvernement de Vichy (ministre des finances Bouthillier) ratifiera cette nomination le 25 mars 1940. L'Etat sera ainsi actionnaire de la compagnie à concurrence de 35% et disposera de 40% des droits de vote.

"Mercier et Meny seront également liés, tout le long de la guerre, à Standard Oil : Jersey (Exxon) et Socony (Mobil) dans le financement et l'entretien de l'IPC, Irak Pétroleum Company. L'IPC et la préservation des intérêts de la CFP dans l'IPC, seront l'obsession des dirigeants de la CFP avant, pendant et après la guerre. Jersey détient à cette époque 22,75% de l'IPC, tout comme l'Anglo-Persian (BP), 22,75% et Royal Dutch Shell, 22,75%.

"Le 18 septembre 1940, Yves Bouthillier, afin de responsabiliser les présidents de société (et de protéger l'Etat partie prenante dans l'économie mixte) attachera son nom au droit français des sociétés anonymes par la création d'un nouvel acteur légal, le P-DG. A l'inverse des présidents de conseil d'administration le P-DG est directement responsable de la gestion de la société, notamment en cas de faillite. Yves Bouthillier écrira dans ses mémoires : "Un fossé séparait la masse mobile des propriétaires et les gérants de l'entreprise; l'actionnaire, souverain anonyme et absent, et l'administrateur souverain indifférent et irresponsable. Au moyen des "pouvoirs en blanc", des "actions à vote multiple", des parts de fondateurs, les assemblées générales exprimaient mal la volonté des actionnaires".

"Citons encore au chapitre spécial de la collaboration économique et financière, la **SNPA** - syndicat de recherche de pétrole en Aquitaine. La SNPA sera, sous la présidence de Pierre Angot (de la CFP) président de la Compagnie Française de Raffinage et de la Régie Autonome des Pétroles, sous contrat avec **Kontinental Oel** - organisme officiel nazi chargé de gérer les intérêts allemands dans les pétroles européens. SNPA deviendra la pétrolière **ELF Aquitaine.**

"(...) Citons encore les cas de **Renault** sous la direction de François Lehideux, qui

deviendra ministre sous Vichy, **Peugeot-Volkswagen, Berliet, Michelin** fabricant de pneus pour la Wehrmacht, les fabricants de moteurs d'avions **Gnôme & Rhône** -1/3 de la production française avant la guerre, **Hispano-Suiza** et des établissements financiers de premier plan comme la **Banque d'Indochine** sous la direction de Paul Baudoin, la **Banque de Paris et des Pays Bas** d'Horace Finaly, la **banque Worms** sous la direction de Jacques Barnaud (cartel Worms & Cie : banque, entreprises commerciales, compagnies de navigation), la **Société Générale** sous la direction d'Henri Ardant, principal représentant des banques auprès des allemands et de Vichy...

Le **Crédit Lyonnais**, le **Comptoir National d'Escompte**, la **BNCI** (souche avec le CNEP de la BNP), l'**Aerobank** allemande "auront (quant à eux) réussi à se brancher sur le circuit du "clearing", un des principaux modes de pillage de l'économie française par l'occupant. "Quand une entreprise française exporte des produits en Allemagne, disent de Rochebrune et Hazera, l'Office des changes doit verser le montant de la facture à l'une de ces banques, qui est chargée de régler l'exportateur. Or il suffit qu'il manque un coup de tampon sur les justificatifs de l'entreprise, cas qui sera fréquent, pour que la banque y trouve son intérêt - au sens concret du terme - en conservant l'argent pendant quelques temps. L'inventeur inconnu de ce système voulait manifestement créer une rente pour les établissements financiers concernés sous prétexte de faciliter la vie des exportateurs."

"(...) **Le chef de la section économique du Militärbefehlshaber en France** (chef de l'administration économique allemande à Paris), le Dr Michel, ne s'y trompait pas en concluant à la fin de l'hiver 1942 un article écrit pour ses compatriotes, où il se félicitait d'avoir "réalisé progressivement la transformation de l'ensemble de la production française en vue d'atteindre les buts de l'économie européenne de guerre, par la phrase suivante : "dans les branches les plus diverses de l'économie naissent, sous l'initiative allemande, des entreprises mixtes qui indiquent la voie vers le resserrement de plus en plus étroit des liens qui doivent unir les deux économies dans une Europe pacifiée".

Renaud de Rochebrune et Jean Claude Hazera, "La justice face à la collaboration économique":

"... comment, après guerre, et même déjà avant la collaboration, a-t-on envisagé dans le camp de la Résistance la collaboration économique alors que s'annonçait puis arrivait l'heure de l'épuration ?

"(...) Au XIXème siècle (dans le sillage de Napoléon père du blocus économique), le fait de devenir un fournisseur de l'adversaire en période de conflit était devenu une forme grave et sévèrement réprimandée, en vertu en particulier de l'article 77 du code pénal de 1810, de cette forme de trahison qu'on nomme l'intelligence avec l'ennemi.

"La guerre de 1914-1918 avait conduit à un élargissement de la définition des actes répréhensibles - le commerce n'était plus seul en cause - et à un renforcement de l'arsenal juridique destiné à faire respecter cette interdiction générale faite aux français "d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie".

"A l'orée de la seconde guerre mondiale, pendant l'été 1939, le gouvernement avait décidé de rédiger plus subtilement les textes jusque-là peu nuancés sur les rapports avec l'ennemi. A la suite d'une refonte des articles 75 et suivants du code pénal et d'un décret-loi du 1er septembre 1939, le juge devait désormais s'interroger sur les intentions du présumé coupable d'intelligence avec l'ennemi en matière économique et sur les caractéristiques de ses actes. L'ampleur et l'objet des échanges que l'accusé avait organisés ou aidé à organiser avec l'adversaire et surtout le but et le résultat de ceux-ci - plutôt attentatoire à la défense nationale ou plutôt liés au seul intérêt personnel - permettaient dorénavant de qualifier l'infraction - crime ou simple délit - ainsi que sa

gravité.

"Dès la mi-juillet 1940, quelques semaines après l'armistice, Vichy suspendait les mesures adoptées un an auparavant. Logique avec lui-même, le régime pétainiste ne pouvait guère réprimer a priori et sans discrimination toutes les relations avec un pays difficile à traiter comme un ennemi alors même qu'on cherchait à conclure un accord de paix avec lui. L'entrée "officielle" dans la collaboration avec l'Allemagne après Montoire, à l'automne 1940, ne risquait pas de modifier cet état d'esprit et ses conséquences légales, d'autant que l'économique avait précédé dans ce domaine le politique (...)

Commercer avec les allemands restait soumis à autorisation, pour des raisons tant économiques (défendre la monnaie, protéger le patrimoine national, etc...) que politiques (maintenir au moins les apparences de la souveraineté, tenter d'obtenir des contreparties, etc.) mais n'était plus nécessairement illégal. Seules bientôt la vente clandestine de matériels militaires offensifs et la cession d'entreprises à l'Allemagne resteront de facto réprimées (...)

"Du côté de la France Libre et de la Résistance, on n'entendait évidemment pas accepter une telle vision des choses. De Gaulle, promettant à la radio dès le 13 juillet 1940 que "la France libérée punira les responsables des désastres et les artisans de sa servitude", ne visait sans doute pas spécifiquement dès cette époque les collaborateurs économiques en évoquant les "artisans de la servitude". Mais tout indique qu'à Londres puis à Alger les industriels français ne furent jamais considérés pendant la guerre comme réellement libres de travailler, si peu que ce soit, avec les Allemands, même quand, du point de vue de Vichy, c'était légal voire, parfois, nécessaire. On était, tout au plus, prêt à envisager des circonstances atténuantes pour ceux qui n'avaient pas collaboré volontairement.

"(...) Quel fut le nombre des responsables et employés d'entreprises condamnés, en France et par région ? Quelle fut la répartition des condamnations selon le type des infractions retenues (crimes, délits, profits illicites, indignité nationale - peine de dégradation nationale autrement dit de privation de droits civiques), selon les branches, selon les fonctions dans les entreprises ? Quelle fut la sévérité des peines, également selon les catégories d'entreprises (branche, taille, etc.) et les types de responsabilité des inculpés et en fonction des dates des procès ? Quelle comparaison peut-on faire avec les autres types d'épuration en France, avec l'épuration dans d'autres pays ?

"(...) Quand on n'avait pas pu éviter d'être sanctionné lourdement, notamment par les juridictions professionnelles, lors des deux premières années de l'épuration, un appel interjeté immédiatement permettait de voir son dossier réexaminé par la **Commission nationale interprofessionnelle d'épuration** (CNIE).

Or celle-ci optera manifestement, au vu des dossiers qu'on peut consulter, pour l'indulgence dès le début de 1945 et pour la plus grande indulgence à partir des années 1946 et 1947.

Les cours de justice elles-mêmes, saisies pour toutes les affaires importantes, deviendront de plus en plus clémentes au fur et à mesure que les mots d'ordre réclamant de donner la priorité (politique) à la reconstruction - reconstruction économique mais aussi reconstruction nationale - à l'époque du Comité générale d'études (créée en 1942 à l'initiative de Jean Moulin sous l'égide de François de Menthon afin de réfléchir au "programme", aux structures de la future France libérée et aux problèmes judiciaires que soulèvera "la collaboration ou l' intelligence avec l'ennemi", sous la direction du substitut au procureur de la République de Paris, Maurice Rolland).

" L'un des théoriciens - à l'époque du **Comité général des études**, mais aussi des praticiens de l'épuration, Charles Zambeaux, directeur de cabinet du ministre de la

Justice (François de Menthon) au milieu des années quarante, a "avoué" il y a une dizaine d'années dans un entretien avec un chercheur américain qu'on avait même décidé à une certaine date - 1945 ? 1946 ? "de ne pas transmettre à la cour de Justice certaines preuves contre des industriels français qui avaient collaboré trouvées dans les archives allemandes saisies par l'armée américaine" ("On m'y a contraint, monsieur le Juge !", Les patrons sous l'occupation, Renaud de Rochebrune (rédacteur en chef de la Revue Française de Gestion et de Jeune Afrique, collaborateur au Monde) et Jean Claude Hazera (rédacteur en chef du Revenu Français, collaborateur de l'AFP et du Nouvel Economiste), éditions Odile Jacob, 1995)

Le droit se retourne contre le droit 8

"L'histoire de la responsabilité des gouvernants en France, écrira cinquante ans plus tard le juriste Philippe Ardant à propos "des affaires Chirac et des conseillers Chirac", traduit les hésitations entre une volonté de ne pas conférer de privilèges par rapport aux autres citoyens, le souci de leur assurer une protection pour leur permettre d'exercer leurs fonctions avec une certaine sérénité et celui des les obliger à rendre compte de leur gestion devant les élus de la nation et, éventuellement, de leurs actes devant les juges. La conciliation est délicate et n'a jamais été entièrement satisfaisante.

"La période révolutionnaire, éprise d'égalité et empreinte de méfiance à l'égard de l'exécutif, a entrouvert les portes à une responsabilité quasi inexistante auparavant. Le tabou de l'irresponsabilité du roi disparaît dans la constitution de 1791, puisque le monarque y est réputé avoir abdicé s'il adopte certains comportements considérés comme une trahison des devoirs de sa charge. En revanche sa responsabilité ne peut être mise en cause par ses décisions courantes. (...) Les difficultés d'interprétation commencent lorsqu'on s'interroge sur le sens de la formule "dans l'exercice de ses fonctions".

Faut-il comprendre que le Président bénéficie d'une immunité pour les actes liés à l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire effectués en sa qualité de Président ? Sauf dans le cas où ces actes constitueraient une haute trahison le Président en serait irresponsable. Cette interprétation n'est pas contestée. En revanche elle laisse entière la question des actes détachables de la fonction présidentielle : le Président est-il responsable et dans quelles conditions ? Selon les règles du droit commun ? devant les juridictions ordinaires ? La doctrine, en général, estimait jusqu'à une période récente que le Président ayant agi comme un simple particulier, relevait alors des tribunaux judiciaires...

"On peut soutenir au contraire, que "dans l'exercice de ses fonctions" signifie "pendant" l'exercice de ses fonctions. La portée de cette interprétation est toute différente, elle implique que le Président bénéficie d'une immunité pour tous ses actes pendant la durée de son mandat, qu'ils découlent de sa fonction ou qu'ils soient privés. Mais alors qu'en est-il des infractions pénales commises par le Président Chirac (ou Valérie Giscard D'estaing ?) avant son entrée en fonction ?" ("Reponsabilité politique et pénale des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et des ministres", Philippe Ardant, Professeur émérite de l'université Panthéon-Assas Paris II, Revue Internationale de droit comparé 2-2002)

Il nous apparaîtra opportun ici, au chapitre de la responsabilité politique et pénale du président (?), de ses ministres (Michel d'Ornano, René Monory, Edouard Balladur, Alain Peyrefitte, Raymond Haby, Laurent Fabius, Nicolas Sarkozy, Jean Pierre Raffarin ?) et de ses conseillers (Thierry Desmaret, Daniel Bouton, Jacques Friedmann,

Bertrand Collomb, Anne Lauvergeon, Michel Pébereau, Louis Schweitzer, Jean Calvet, François de Combret, Jérôme Monod ?), mais aussi des **corporate predators français**, autrement dit des spécialistes du "**crime évolué**", ou **crime industriel en temps de paix**, de nous questionner sur la "nécessité économique" dans le sillage critique de Geoffrey Geuens.

Geoffrey Geuens :

"**Depuis la mise sur pied de l'opération onusienne** "pétrole contre nourriture" en 1996, la France, est le premier importateur étranger en Irak, loin devant l'Allemagne, la Chine ou encore l'Italie. En 2001, ce seul pays représentait 14% des importations de l'Irak, soit un total de 660 millions de dollars pour seulement 216 millions de dollars en 1997. (...) Parmi les principales compagnies privées et publiques françaises ayant multiplié ces dernières années les contrats avec le régime de Saddam Hussein on citera, plus particulièrement, les noms de Peugeot, Renault, Schneider, Electric, Alcatel ou encore TotalFinaElf. Dans l'Hexagone, où l'on assiste à la fusion du CAC40 et des ministères, chacune de ces sociétés entretient, de très longue date, des relations suivies avec le personnel politique dominant.

"**Peugeot** signa en décembre 2000 de juteux et colossaux contrats avec l'Irak correspondant à la fourniture de 1000 modèles 406 et 5000 modèles 306 en complément de 200 ambulances. **Jean Calvet**, ancien administrateur de Petrofina et président du groupe Peugeot jusqu'en 1997, fut pendant plus de 15 ans bras droit de Valérie Giscard d'Estaing. Aujourd'hui le conseil d'administration de PSA Peugeot Citroën compte dans ses rangs le baron **Ernest-Antoine Seillière de Laborde**, le président du Medef (patronat Français) et ancien conseiller au Ministère des Affaires Etrangères. Quant au patron de Peugeot, **Jean Martin Folz**, il a été directeur de cabinet au Ministère de l'Industrie (1977-1978) et directeur de cabinet au Ministère du Commerce et de l'Artisanat (1974-1976).

"**Renault**, quant à elle, (...) remporta le marché Irakien des tracteurs. Le président de Renault **Louis Schweitzer**, a été directeur de cabinet de Laurent Fabius. Parmi les administrateurs on citera les noms de **François de Combret** (ancien chef de cabinet de VGE) et **Michel Pébereau** (président BNP-Paribas et ancien directeur du cabinet du ministre de l'Economie René Monory).

"**La firme Schneider Electric**, équipementier électronique, a investi le secteur irakien de la maintenance des réseaux et infrastructures. Son président, Henri Lachmann, a dirigé le comité de pilotage de France Industrie 2000 pour le Ministère de l'Economie et des Finances.

Au conseil d'administration on retrouve : **Daniel Bouton** (président de la Société Générale et ancien directeur du budget au Ministère des Finances), **Thierry Breton** (**président de France Telecom** et ancien conseiller au Ministère de l'Education) et **Jean René Fourtou** (président de Vivendi Universal et ancien directeur de cabinet du ministre de l'Industrie Pierre Dreyfus). Quant au directeur financier de Schneider Electric, il s'agit d'**Antoine Giscard d'Estaing**, l'un des fils de l'ancien Président de la République. Ce dernier a pour épouse Anne-Aymone de Brantès, une arrière-petite-fille d'Eugène Schneider, le fondateur de Schneider Electric...

"**Le Club Med**, monopole européen de l'industrie des voyages, fut lui aussi fortement menacé par la décision américaine d'intervenir militairement en Irak. Déjà victime de l'immédiat après 11 septembre, le secteur du tourisme craignait, non sans raison, l'effet destabilisateur d'une guerre dans cette région. Le nouveau président du Club Med est **Henry Giscard d'Estaing**, l'autre fils de Valéry.

"**Enfin comment ne pas évoquer la firme TotalFina Elf**. Cette dernière avait déjà obtenu du régime irakien des pré-accords d'exploitation pour les gisements de Majnoun

et Bin-Umar, le tout correspondant à une réserve de près de 13 milliards de barils de pétrole et une production moyenne journalière de 1 million de barils. Il est tout à fait évident que les "fruits" de l'intervention militaire seront principalement, pour ne pas dire intégralement, réservés aux compagnies US (ExxonMobil, ChevronTexaco) et, dans une moindre mesure, en guise de remerciements pour le soutien indéfectible, à l'anglo-américain BP Amoco et à l'Espagnol Repsol.

On ne peut pourtant accusé TotalFinaElf d'avoir négligé les soutiens politiques. **Jérôme Monod**, ancien président du conseil de surveillance de Suez (administrateur du Crédit Lyonnais, Lyonnaise des Eaux) et actuel bras droit du Président Chirac a été administrateur de la firme pétrolière de 1986 à 2001 (Monod est un ancien trésorier du RPR et fut longtemps son secrétaire général; il rejoindra l'Elysée à l'été 2000 pour créer le parti destiné à soutenir le Président sortant et occuper le poste très officiel de Directeur des Ressources Humaines) ([Rapport d'information parlementaire N°1859-02, compte rendu d'auditions sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale et son impact social et environnemental](#) novembre 1998 - juin 1999).

"En 2001 J.Monod détenait encore 867 actions TotalfinaElf. Au conseil d'administration de la société l'on retrouvait son P-D.G., **Thierry Desmaret** (conseiller technique du Ministre de l'Industrie Michel D'Ornano, 1975-1978, conseiller de René Monory au ministère de l'Economie, 1978-1980), **Daniel Bouton**, **Jacques Friedmann** (ancien président d'AXA, ancien conseiller d'Edouard Balladur au Ministère de l'Industrie), **Bertrand Collomb** (président de Lafarge, ancien membre du cabinet du Ministre Alain Peyrefitte et du Ministre Raymond Haby), **Anne Lauvergeon** (président de Cogema, ancienne Sherpa de François Mitterrand), **Michel Pébereau** (président de la BNP-Paris, ancien directeur du cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances René Monory)." ("Quand le pacifisme de la diplomatie française rencontre les intérêts des multinationales" in "The White House Corp. Quand les industriels US jouaient aux "faucons", G.Geuens, www.aden.be/geuens.htm)

Il serait maintenant intéressant de mettre en perspective l'appel d'Aung San Suu Kyi, prix nobel de la paix 1991 et leader birmane du NLD en 1996 (époque des juteux contrats onusiens "pétrole contre nourriture" avec l'Irak) : "...les investisseurs ne devraient pas s'implanter (en Birmanie), car tout l'argent va à une élite. Je tiens à mentionner la firme française TOTAL qui est devenue le plus fort soutien du système militaire Birman. Ce n'est pas le moment d'investir ici. ("Le Monde" du 21-22 juillet 1996, ["La firme Française Total est devenue le principal soutien du système militaire Birman"](#)). [Rapport FIDH \(Fédération Internationale des Droits de l'Homme\) : La Birmanie, Total et les droits de l'homme](#), octobre 1996. [Gouvernement en exil NCGUB](#).

L'activité de TotalFinaElf en Birmanie concerne essentiellement l'exploitation du gaz et la construction d'un gazoduc traversant le pays vers la Thaïlande en association avec la **Petroleum Authority of Thaïland**, **PTT** et **Unocal** US. Rappelons qu'**Unocal-Delta**, une filiale d'Unocal US, est par ailleurs liée, selon Michel Chossudovsky, à l'affaire du pipeline transafghan. **Unocal-Delta** serait également citée dans l'affaire du 11 Septembre. **Delta Oil** d'Arabie Saoudite, propriété des clans Mahfouz et Al-Amoudi liés à la famille d'Oussama ben Laden, membre du consortium Unocal, aurait également joué un rôle crucial dans les négociations avec les Talibans et aurait été lié d'affaire, en son temps, avec **Enron Corporation**... [Rapport parlementaire N°1859-01, sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale, et son impact social et environnemental, 13 octobre 1999](#). Et [Etude de cas, Total et Unocal en Birmanie, la justice un levier de la responsabilité sociale des entreprises, Lettre de l'information N°29, SRI-in-Progress](#) 22 octobre 2003.

Conclusion:

A cours de l'année 1942 et au début de 1943, Harold J.Carter, enquêteur discret des services fédéraux notamment pour le compte d'un comité d'enquête rattaché au département américain de la Justice, l'Economic Warfare Section, avait pour mission de rassembler des renseignements de nature économique et de faire obstacle au commerce des puissances ennemies. Carter s'intéressait également à une catégorie de délits qualifiés assez vaguement de "commerce avec l'ennemi".

Carter savait pour sa part qu'il était tout aussi important de saper l'infrastructure commerciale et technologique des puissances de l'Axe que de déployer des chars et des troupes.

"Carter, écrira Edwin Black, ne se battait pas avec des fusils et des grenades, mais à coups d'assignations et d'inculpations. (...) Carter arriva à la conclusion qu'IBM avait mis sur pied un cartel international unique, responsable de près de 90% des opérations mécanographiques mondiales.

Celles-ci incluaient l'Allemagne nazie, qui s'était dotée d'un équipement hors du commun dont elle faisait un vaste emploi dans les domaines du commerce, de la guerre et de la persécution raciale. Carter conclut que les curieuses pratiques de location d'IBM, auxquelles s'ajoutait un contrôle absolu sur les cartes perforées indispensables au fonctionnement des systèmes Hollerith, assuraient à l'entreprise un quasi monopole sur cette technologie.

Pis, grâce à sa mainmise sur les cartes perforées et sur les pièces de rechange, ainsi qu'aux droits de propriété qu'elle avait sur l'intégralité du parc des machines, IBM exerçait une domination de fait sur le fonctionnement quotidien de tous les équipements Hollerith. Par conséquent, IBM pesait de manière constante et importante sur les capacités militaires et organisationnelles de l'Allemagne nazie. Carter ne considérait pas IBM comme une grande société américaine, mais comme un monstre international. A ses yeux, Thomas J. Watson, son président, n'était pas une sommité du capitalisme mais un opportuniste, qui ne valait guère mieux que les nazis eux-mêmes".

Harold J. Carter écrira un rapport important :

"(...) Nous sommes en présence d'une opposition d'intérêts bien spécifique. Cette (guerre mondiale) est un conflit d'Etats nationalistes belliqueux, dont chacun défend ses propres intérêts. Or il n'est pas rare que ces intérêts s'opposent diamétralement à ceux des structures industrielles internationales, encore plus vastes et plus puissantes que les nations. Les employés de ces entités économiques ne sont pas des citoyens d'une nation, quelle qu'elle soit, mais des citoyens du monde qui ne recherchent que l'intérêt de l'entreprise et s'engagent à agir loyalement à son égard. Nous voyons se profiler (dans) ce conflit cette dichotomie culturelle entre notre nation et une entreprise internationale (dont les dimensions sont sans limite), dont les intérêts ne coïncident pas (...)

"(...) Les employés d'IBM (sont) théoriquement citoyens des Etats-Unis (...) et le vaste empire de M.Thomas J.Watson, président d'IBM, tourne beaucoup trop bien pour que la guerre vienne interrompre ses opérations. L'objectif de M.Watson n'est autre que le profit (...) On peut (cependant) affirmer en toute certitude que sa société n'est pas une société américaine, mais une société internationale...."

(H.J.Carter, "Control in Business Machines", "contrôle sur les machines de bureau" 1944, dans "IBM et l'holocauste", par Edwin Black, ancien grand reporter au Washington Post, R.Laffont, 2001).

Point d'histoire économique et militaire

Corporate Crime Reporter : [Interview With Stephen Kinzer, Author of "All The Shah's Men : An American Coup And The Roots Of Middle East Terror", Chicago, Illinois](#) (August 11, 2003)

IBM et L'Holocauste

- 1) Guerrilla News Network : [IBM and The Holocaust, by E. Black](#)
- 2) Guerrilla News Network : [Corporate Crime](#)
- 3) The Village VOICE : [How IBM Helped Automate The Nazi Death machine in Poland, E. Black](#)
- 4) [IBM and Auschwitz](#) : The Infamous Auschwitz Tattoo began as an IBM Number, E. Black

Neo-totalitarisme, Neo-eugenisme : "Genetics and Society" programmes fascistes et néo-nazis soutenus par de nombreuses multinationales Américaines dont AT&T dès 1999 (certains sites sont muets ?)

- 5) AT&T Worldnet : ["The NeoEugenics" WebSite](#) - et AT&T Worldnet (1999) : ["Eugenics is Back! Will the next 100 years bring about new super-human species with the rest of mankind enslaved or dead ?"](#)
- 6) Genetic manipulations and XXlth century, Golden Age for Eugenics : "My Awakening : A Path To Racial Understanding" by David Duke (ancien directeur national du Ku Klux Klan) ouvrage préfacé par Glayde Whitney (Pr. de Psychologie, Florida State University)
 - a) <http://www.ferris.edu/isar/Whitney/homepage.htm>,
 - b) <http://www.ferris.edu/isar/arcade/duke/homepage.htm>,
 - c) <http://www.duke.org/awakening/index.html>,
 - d) <http://www.wcotc.com/euolution/articles/foreword.html>
- 7) ["Rethinking our Opposition to Eugenics"](#), BBC Interview : "...The New Medical technology of eugenics is going to take off, because it satisfies the needs of individuals, both themselves and as parents. Parents would like to have children who are free of genetic deseases, and potentially in the future they will want to have children who are intelligent... As Technology comes on line to allaw them to do this, people will take it up" : "Eugenics : A Reassessment" by Richard Lynn (Praeger Press, 2001, R. Lynn Pr. de Psychologie, University of Ulster)
- 8) BBC NEWS : ["Call For Re-Think On Eugenics" by Pr. Richard Lynn](#) et ["Eugenics: A Reassessment"](#)
- 9) ["Eugenics Consciousness and genetic Enlightenment" et "Future Generations" - "The Eugenics Daily" : Glimpses of The Biotech revolution](#),
- 10) Center For Genetics and Society : [Human Genetics in The Public Interest](#),
- 11) [The Extropy Institute](#), et <http://www.maxmore.com/mother.htm>
- 12) [The World Transhuman Association](#), et [US Libertarian Party](#),
- 13) [For Human Reproductive Cloning and Genetic Modification](#),
- 14) [The Franklin Society](#), et [The Ayn Rand Institute](#),

Psychologie théorique du Neo Eugénisme, base biocratique du néofascisme et du néonazisme Américain

- 15) ["IQ Will Put You In Your Place"](#) by Dr. Charles Murray (fellow at American Enterprise Institute, (co auteur avec Richard Herrnstein de The Bell Curve, Intelligence and Class Structure in American Life)
- 16) ["Whatever Happened To Eugenics ?"](#) Glayde Whitney's Review of Heredity and Humanity : race, Eugenics, and Modern Science by Roger Pearson
- 17) ["More On The Bell Curve"](#) by Charles Murray and Daniel Seligman (The National Review)
- 18) ["Eugenics : Economics For The Long Run"](#) by Edward M.Miller (Department of Economics and Finance, University of New Orleans, Research in Biopolitics, Steven A Peterson and Al Somit, Greenwich, Connecticut ; JAI Press, 1997)
- 19) ["Reproduction Technology For A New Eugenics"](#) (Paper for The Galton Institute conference "Man and Society in The new Millennium" 1999 published as Glayde Whitney, Reproduction technology For A New Eugenics")
- 20) [Darwinisme, Dominance & Democracy](#) : The Biological Bases of Authoritarianism by A. Somit, Steven A. Peterson

Introduction à la critique de l'eugénisme et du néoeugénisme Américain du Chapitre IV (Pour une critique du fascisme Japonais) sur la base de "War Against The Weak" (Eugenics and America's Campaign To Create a Master Race) de Edwin Black.

- 21) LAW.COM, The American Lawyer : [The Origins Of Hate](#) by E. Black
- 22) USA TODAY Health & Science : [Book Explores Eugenics'Origins](#), by Dan Vergano
- 23) APPLE-PIE EUGENICS : [War Against The Weak \(Eugenics and America's Campaign To Create a Master Race\)](#) by Charles Colson

- 24) The Miami Herald Herald.com : [History of Eugenics Offers Lessons for Future](#), by Richard Pachter
- 25) San Antonio's Express-News : [Author says Hitler embraced U.S. Idea](#), by Cindy Tumiel
- 26) The Canadian Jewish News : [Master race Theories developed In U.S.](#) : Author, by Michael Regenstreif
- 27) Cleveland Jewish News.com : [Connecting The Dots Between Hitler and U.S. 'Science'](#) , by Cynthia Dettelbach
- 28) News HeraldTribune.com : [Book Records American Efforts To Create Pure Nordic Race](#), by Susan L.Rife
- 29) DallasNews.com The Dallas Morning News : [Unmasking a Dark Chapter in U.S. History](#)
- 30) Image Archive On The American Eugenics Movment, Cold Spring Harbor Laboratory : [Eugenics Image Archive](#) et DNA CHRONICLE ([Trial of Carrie Carrie Buck](#)) : Human Genome Project and Eugenics

∴ [la fin du chapitre 3 \(2\)](#) ∴ ∴ [chapitre 4](#) ∴

[∴ top](#) Ni bonze, ni laïc